



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture économique

N° 144 – 3^{ème} trimestre 2010

INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

4, rue de la Compagnie – 97400 Saint-Denis

Synthèse

Conjoncture internationale et nationale du 3^{ème} trimestre 2010

Une reprise de l'économie mondiale encore hésitante

Au troisième trimestre 2010, la poursuite du mouvement de reprise a été globalement timide et les écarts ont continué à se creuser entre pays émergents et pays avancés. La stabilité financière a été menacée par la crise des dettes souveraines. **La consommation et l'investissement, moteurs traditionnels de la croissance, doivent maintenant prendre le relais des politiques de relance budgétaire.**

Au cours du troisième trimestre 2010, le PIB des États-Unis a progressé de 2,0% en rythme annualisé¹ après +2,4%² au deuxième trimestre 2010. Ce trimestre a été marqué par une décélération de la demande intérieure et par une atténuation du déficit commercial imputable à une moindre hausse des importations. Pour la première fois depuis avril dernier, le taux de chômage a très légèrement augmenté pour atteindre 9,6% de la population active en octobre. **Le taux d'inflation continue de diminuer et s'établit à 1,1% en septembre sur un an.** La Réserve Fédérale a maintenu ses **taux d'intérêt directeurs dans une fourchette comprise** entre 0 et 0,25%.

Au Japon, le PIB a augmenté de 0,9% durant le troisième trimestre, après +0,1% au deuxième trimestre. La croissance a été tirée notamment par la consommation des ménages et l'investissement privé résidentiel, alors que la demande publique a marqué le pas et que les exportations ont augmenté moins vite que les importations.

Dans les pays émergents, l'activité économique est restée soutenue, même si la croissance s'est quelque peu essoufflée. Les principaux pays émergents d'Asie ont enregistré des taux de croissance de leurs exportations légèrement plus faibles qu'au deuxième trimestre. Les effets des plans de relance se font sentir notamment en Amérique latine, où le Brésil et l'Argentine ont affiché des taux de croissance de leur PIB de respectivement 8,7 % et 9,2 % en rythme annuel au deuxième trimestre 2010³.

La croissance du PIB de la zone euro a ralenti (+0,4% au troisième trimestre contre +1% au second trimestre 2010), **malgré la croissance de l'Allemagne (+ 0,7% sur le trimestre).** La hausse des prix à la consommation dans la zone euro **s'est établie à 1,8% en septembre 2010, du fait essentiellement de la composante énergie.** Le taux de chômage dans la zone a atteint 10,1% en septembre 2010. La BCE a maintenu inchangé son **taux d'intérêt des opérations principales de refinancement**, à 1%.

En France également, la croissance a ralenti : le PIB a progressé de 0,4 %, après +0,6 % au trimestre précédent. La demande des ménages a joué un rôle moteur : leur consommation et leur investissement ont progressé respectivement **de 0,6% et 1% sur le trimestre (contre 0,3% et 0,2% au deuxième trimestre).** **L'investissement des entreprises a décéléré (+0,5% contre +1,2% au trimestre précédent).** Le solde commercial a continué de se détériorer, contribuant négativement à la croissance (-0,5 point). **L'indice des prix à la consommation a progressé de 1,6 % sur un an en octobre, tiré essentiellement par les prix des produits pétroliers et, dans une moindre mesure, par la hausse saisonnière des prix des services.** **L'emploi salarié dans les services marchands a poursuivi sa hausse (+0,3% après +0,2%) mais le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 0,2% sur le trimestre.**

Conjoncture régionale Océan Indien

Redressement de l'activité économique des pays de la zone

L'économie mauricienne se redresse au deuxième trimestre 2010 avec une croissance du PIB de 0,3 % (en données CVS), après - 3,7 % au premier trimestre. **Sur un an, le PIB s'accroît de 3,8 %, soutenu par la reprise de l'investissement privé.** Les investissements en « bâtiments et travaux de construction » augmentent de 7 %. Le commerce extérieur contribue lui aussi positivement à la croissance du PIB, les exportations ayant augmenté nettement plus rapidement que les importations (+ 22,8 % en valeur contre + 9,1 % respectivement).

L'économie de l'Afrique du Sud, bien orientée **jusqu'au** deuxième trimestre 2010 (le PIB a augmenté de 3,2 %, en données CVS), **pourrait souffrir d'une** activité économique plus fragile au troisième trimestre : baisse de 1,5 % des **volumes de production dans l'industrie (CVS) par rapport au deuxième trimestre**, en particulier dans le secteur de **l'industrie automobile (- 11,8 %).**

A Madagascar, l'activité économique s'améliore. **L'encours de crédits à l'économie** progresse de 4,7 % au troisième trimestre par rapport au trimestre précédent, et de 10,8 % en glissement annuel. Le rythme des créations **d'entreprises** est soutenu (+ 5,9 % au deuxième trimestre) et le tourisme progresse fortement (+ 33 % en glissement annuel, après une année 2009 difficile pour le secteur).

¹ Soit +0,5% par rapport au trimestre précédent.

² Soit +0,6% par rapport au trimestre précédent.

³ Soit respectivement 2,1 % et 2,2 % en rythme trimestriel.

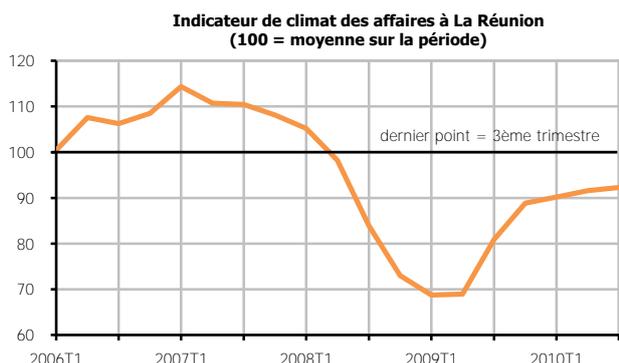
L'activité touristique aux **Seychelles** est elle aussi bien orientée au troisième trimestre 2010, avec une progression de 4,2 % du nombre de touristes par rapport au trimestre précédent (+ 5,9 % en glissement annuel).

Aux **Comores** enfin, l'activité économique reste dynamique, avec une croissance de 15 % des encours de crédits en faveur du secteur privé au cours du premier semestre (+ 32,9 % en glissement annuel). Le Commissariat général au plan estime le rythme de croissance du PIB pour l'année 2010 à 2,5 %, porté par une consommation privée dynamique.

Conjoncture à La Réunion

L'activité économique en légère progression

Après avoir fortement progressé au second semestre 2009, l'indicateur de climat des affaires (ICA) évolue plus lentement depuis le début de l'année. Le troisième trimestre 2010 s'inscrit dans cette tendance.



Source : enquête de conjoncture IEDOM (données trimestrielles - CVS)

L'ICA ressort en légère progression au troisième trimestre mais reste en-deçà de sa moyenne de longue période. Contrairement au trimestre précédent, les professionnels interrogés font part d'un relatif optimisme pour le proche avenir : la composante future de l'indicateur contribue positivement à son évolution, en particulier les soldes portant sur l'activité et les effectifs prévus¹.

Les évolutions à l'échelle sectorielle sont contrastées : l'activité se contracte ou ralentit dans l'agriculture, l'industrie manufacturière et le BTP, tandis qu'elle reste dynamique dans les services marchands.

et l'investissement ralentit après avoir nettement progressé au trimestre précédent. Les échanges avec l'extérieur augmentent, qu'il s'agisse des importations ou des exportations.

La consommation des ménages, globalement mieux orientée depuis mi 2009, se tasse au troisième trimestre,

Le contexte économique reste donc globalement mitigé et les tensions sur le marché de l'emploi sont toujours vives, notamment dans le BTP.

Les prix évoluent peu sur le trimestre

A fin septembre 2010, le glissement trimestriel des prix à la consommation s'établit à + 0,2 %. Les hausses des prix de l'énergie (+ 5,4 % entre juin et septembre) et de l'alimentation (+ 0,6 %) ont été presque totalement compensées par les diminutions des prix des produits manufacturés et des services (respectivement - 0,5 % et - 0,4 %).

Sur les douze derniers mois, la hausse des prix à la consommation s'élève à 2,3 %. Tous les grands postes qui composent l'indice des prix d'ensemble participent à cette évolution, notamment le poste énergie, en progression de 12,2 % (dont + 15,7 % pour les seuls produits pétroliers).

Les ajustements sur le marché de l'emploi se poursuivent

La détérioration du marché de l'emploi local continue : le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (CVS) augmente de 3,6 % à fin septembre par rapport à fin juin. Comparé au point bas atteint fin 2007, ce sont près de 40 000 personnes supplémentaires qui se sont inscrites à Pôle emploi, soit une progression de plus de 50 %. Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A est en hausse de 14,7 %.

En glissement sur le trimestre, la hausse du nombre de DEFM de catégorie A touche plus les hommes que les femmes : respectivement + 3,9 % et + 3,3 % (CVS).

Le nombre de DEFM de catégorie A de moins de 25 ans continue à baisser (- 1,3 % en données CVS par rapport à fin juin 2010), et ce malgré une progression en fin de trimestre.

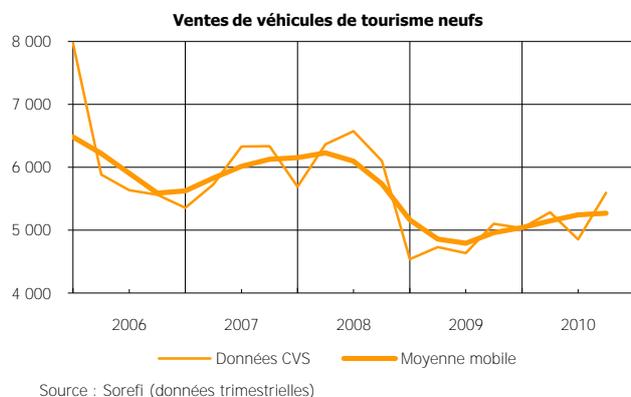


Source : DDTEFP (données mensuelles - CVS)

¹ Le calcul de l'ICA intègre à la fois les résultats de l'enquête concernant le trimestre passé et ceux concernant le trimestre à venir. Les contributions des composantes passées et futures à l'ICA sont identifiables.

La consommation des ménages s'inscrit en retrait

La consommation des ménages, qui enregistre une croissance continue depuis début 2009, se replie légèrement au troisième trimestre. Les importations de biens à destination des ménages connaissent des évolutions contrastées : celles de biens d'équipement du foyer augmentent de 1,6 % en variation trimestrielle, alors qu'à l'opposé les importations de produits courants sont en retrait de 8,1 %. L'évolution de l'encours des crédits à la consommation, en retrait de 0,8 %, corrobore ce constat.



Les ventes de véhicules de tourisme neufs enregistrent une augmentation de 15,2 % (CVS) entre le deuxième et le troisième trimestre 2010. Leur niveau est supérieur à celui de l'année précédente (+ 9,6 % en glissement annuel), mais reste très en deçà de celui des années 2007 et 2008.

Les indicateurs de vulnérabilité des ménages liés à l'utilisation de moyens de paiement s'améliorent. Le nombre de dossiers déposés à la commission de surendettement baisse de 10,6 %, mais reste historiquement élevé. On enregistre aussi un recul des personnes physiques en interdiction bancaire (- 5,7 %) et des incidents sur paiement par chèque (- 13,7 %).

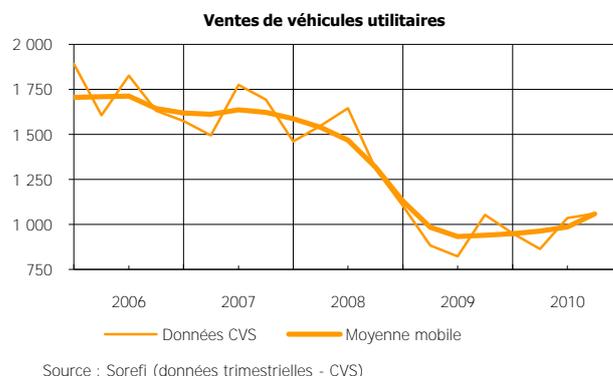
En phase avec ces évolutions, après quatre trimestres où il se situait légèrement au-dessus de sa moyenne de longue période, le solde d'opinions des chefs d'entreprises du commerce concernant leur activité repasse en dessous au troisième trimestre.

L'investissement décélère

L'investissement progresse au troisième trimestre, mais dans une moindre mesure qu'au trimestre précédent.

La croissance des importations de biens à destination des professionnels ralentit au troisième trimestre (+ 4,4 % en valeur, après + 14,2 % au trimestre précédent). Dans le détail, les importations de biens intermédiaires progressent de 3,3 % et celles de biens d'équipement de 4,8 %.

Suivant le même mouvement, les ventes de véhicules utilitaires augmentent de 2,5 % (CVS) entre le deuxième et le troisième trimestre 2010, mais cette croissance ralentit par rapport à la hausse de 20,3 % (CVS) du trimestre précédent.



Pourtant, l'encours des crédits à l'investissement s'inscrit en hausse de 1,9 % après cinq trimestres de contraction.

Le solde d'opinions relatif à l'investissement de l'enquête de conjoncture s'améliore, mais reste largement en dessous de sa moyenne de longue période.

Côté ménages, leur encours de crédits à l'habitat continue sa progression, mais à un rythme moindre : + 1,2 % après + 2,3 % au deuxième trimestre.

Les échanges avec l'extérieur augmentent

Les importations progressent de 3,4 % (CVS) au troisième trimestre par rapport au trimestre précédent. Les évolutions marquantes du trimestre sont l'augmentation des importations de produits agroalimentaires (+ 7,1 %) et la contraction des importations de « textiles, habillement, cuir et chaussures » (- 19,3 %).

Les exportations s'inscrivent elles aussi en hausse, de manière plus soutenue (+ 11,5 % au troisième trimestre en données CVS), essentiellement en raison d'une forte progression des exportations de produits agroalimentaires (+ 27,1 %).

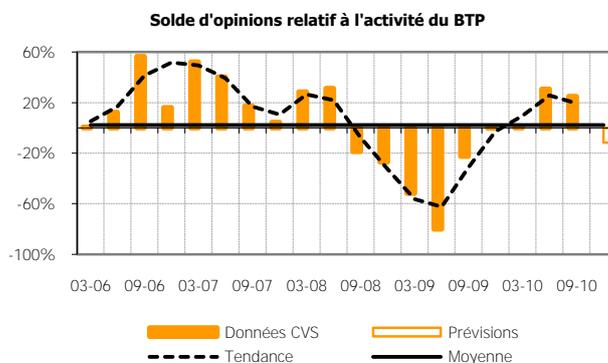
Des situations contrastées à l'échelle sectorielle

Le secteur « **agriculture, élevage et pêche** » enregistre un ralentissement de la croissance de son activité au troisième trimestre, mais les anticipations des professionnels laissent augurer un **regain d'activité** pour la fin de l'année.

Les abattages de bovins et de volailles s'accroissent respectivement de 1,0 % et de 3,5 % (évolutions trimestrielles CVS), alors que les abattages porcins reculent légèrement (- 0,2 %). Les exportations de produits de la pêche, cumulées à fin septembre, sont en hausse par rapport à 2008 et 2009. Enfin, la collecte de lait se stabilise à un faible niveau (+ 0,5 % par rapport au trimestre précédent en données CVS).

Dans le **secteur du bâtiment et des travaux publics**, les chefs d'entreprises interrogés par l'IEDOM notent une **progression de l'activité** pour le deuxième trimestre consécutif. Selon eux, cette légère embellie pourrait ne pas se prolonger **sur la fin de l'année**.

Les effectifs du secteur reculent de 1,6 % (CVS) entre le deuxième et le troisième trimestre, malgré une légère progression en fin de trimestre. Le nombre de salariés déclarés à la caisse des congés payés du BTP à fin septembre est proche de la situation enregistrée au premier trimestre 2005 : en deux années (2009 et 2010), les pertes d'emplois du secteur ont compensé la quasi-totalité des gains réalisés pendant la période des grands travaux.



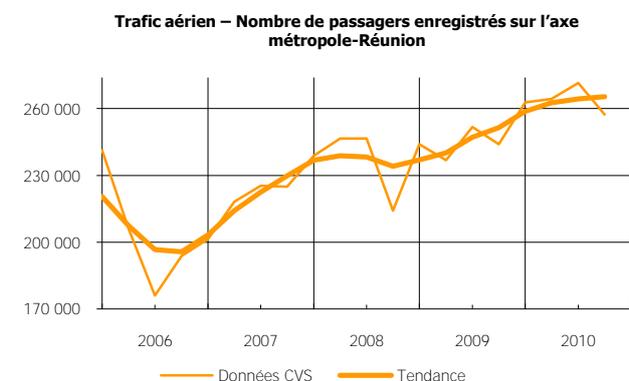
Source : enquête de conjoncture IEDOM (données trimestrielles)

Par ailleurs, les attestations délivrées par le Consuel, cumulées à fin septembre 2010, reculent de 37,6 % par rapport à la même période de l'année précédente¹. Sur la même période, les importations de ciment et clinker sont stables (+ 0,3 % en volume)².

L'activité du secteur de **l'industrie manufacturière** (hors IAA) reste mal orientée au troisième trimestre. La détérioration de l'activité du secteur se poursuit, **mais à un rythme moindre qu'au trimestre précédent**. Les carnets de commande se replient une nouvelle fois, comme **les prévisions d'investissements**. Les prévisions d'activité sur le dernier trimestre s'améliorent mais restent faibles.

Le courant d'affaires de **l'industrie agroalimentaire** progresse toujours, malgré une légère décélération. La reprise des intentions d'investir se confirme malgré des prévisions d'activité pessimistes pour la fin d'année.

Les professionnels du secteur des **services marchands** portent un jugement optimiste sur leur activité au troisième trimestre. Leurs prévisions d'investissements sont moins déprimées. L'activité devrait toutefois subir un ralentissement au dernier trimestre.



Source : CCIR (données trimestrielles)

L'activité dans le **secteur du tourisme** se maintient sur une tendance favorable et enregistre une forte hausse au troisième trimestre.

Le trafic aérien entre la métropole et La Réunion se contracte au troisième trimestre par rapport au précédent (- 5,3 % en CVS) mais reste à un niveau élevé.

Par ailleurs, les membres de l'Union des hôteliers de La Réunion font état d'une faible progression de 0,4 point du taux d'occupation de leurs hôtels à fin septembre (en glissement sur le trimestre).

¹ et de - 37,4 % en glissement annuel
² et augmentent de 3,7 % en glissement annuel

ANNEXES STATISTIQUES

L'IEDOM utilise pour réaliser son bulletin de conjoncture trimestriel :

- des données économiques quantitatives issues de sources administratives (INSEE, Douanes etc..) se rapportant aux différents **secteurs d'activité et différents secteurs institutionnels (entreprises, ménages...)** ainsi qu'à des grandeurs macro-économiques (prix, emploi, commerce extérieur).
- des données monétaires issues des déclarations des établissements de crédit traitées par l'IEDOM.
- **les résultats de l'enquête de conjoncture que l'IEDOM réalise chaque trimestre auprès d'un échantillon d'entreprises de la région.**

Les indicateurs quantitatifs et les soldes d'opinions sont présentés dans les pages qui suivent sous forme de graphiques ou de tableaux pour les cinq dernières années. Les séries présentées dans les graphiques sont corrigées des variations saisonnières (CVS). Une série qui, initialement, ne comporte aucun caractère saisonnier est présentée comme une série CVS à coefficients nuls. Les séries présentées dans les tableaux sont des données brutes.

Méthode de l'enquête de conjoncture

La majorité des questions de l'enquête de conjoncture sont qualitatives et à trois modalités (les modalités de réponses étant de la forme : "amélioration", " stabilité " ou " dégradation"). Les réponses à ce type de question sont exploitées sous la forme d'un solde d'opinions, qui représente la différence entre le pourcentage de réponses positives ("amélioration") et le pourcentage de réponses négatives ("dégradation"). Plus précisément, pour chaque secteur, les soldes d'opinions sont estimés à partir des réponses individuelles pondérées par l'effectif des entreprises répondantes. Pour le calcul de la vue d'ensemble, les résultats de chaque secteur sont agrégés en tenant compte de leur poids respectif dans l'économie en termes d'emploi.

Le traitement de l'enquête de conjoncture a été révisé en 2007 afin de mieux appréhender l'évolution de l'économie. Ainsi, deux critères sont dorénavant utilisées pour classer les entreprises interrogées : leur secteur d'activité et leur taille (en terme d'effectifs salariés) contre un seul auparavant (secteur d'activité). Cela permet dans le traitement des soldes d'opinion de donner un poids, aux opinions exprimées par les chefs de petites entreprises, proportionnel à l'importance de cette population d'entreprises en termes d'effectifs. En effet, la pondération par les effectifs dépend à la fois du secteur mais aussi de la classe de taille.

Dans le cadre de l'amélioration de l'information conjoncturelle diffusée sur les économies d'outre-mer, l'IEDOM a élaboré un indicateur synthétique du climat des affaires, suivant la méthodologie appliquée par la Banque de France pour l'analyse de la conjoncture de l'industrie en métropole, mais en l'étendant à l'ensemble des grands secteurs d'activité. Cet indicateur est établi à partir des résultats de l'enquête trimestrielle de conjoncture au moyen d'une analyse en composante principale, afin de résumer le maximum de l'information contenue dans chacune des questions de l'enquête de conjoncture. Il est centré sur sa moyenne de longue période (normé à 100, avec un écart-type de 10), afin de faciliter sa lecture. L'indicateur du climat des affaires s'interprète de la manière suivante : plus il est élevé, plus les chefs d'entreprise évaluent favorablement la conjoncture. Un niveau supérieur à 100 signifie que l'opinion des dirigeants d'entreprises interrogés sur la conjoncture est supérieure à la moyenne sur longue période.

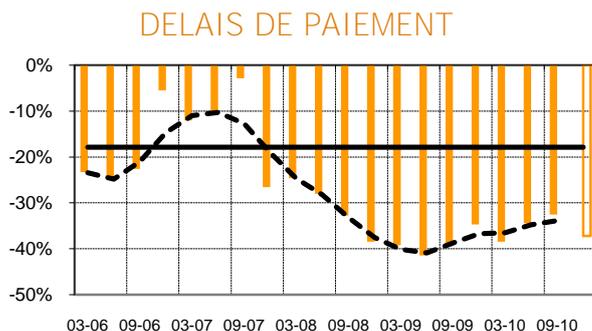
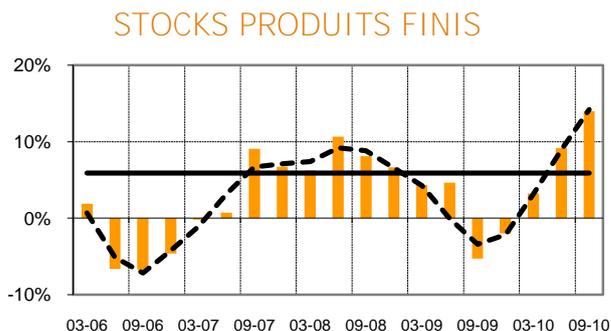
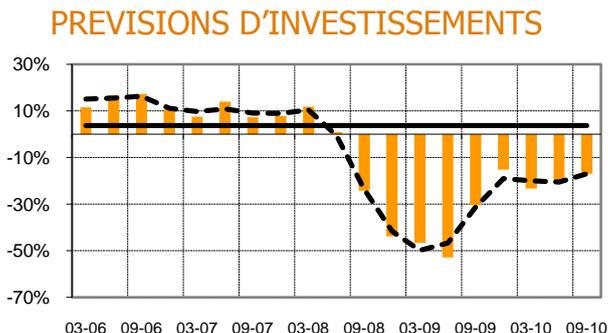
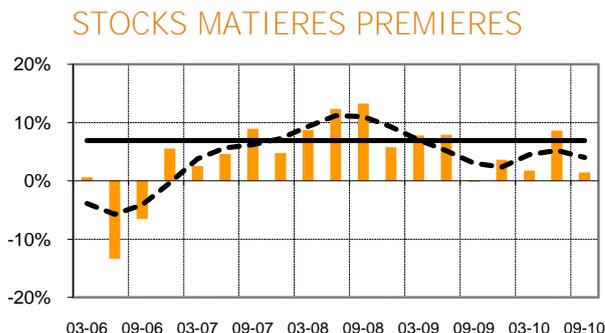
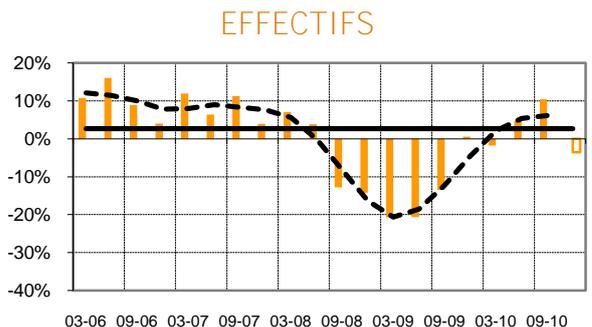
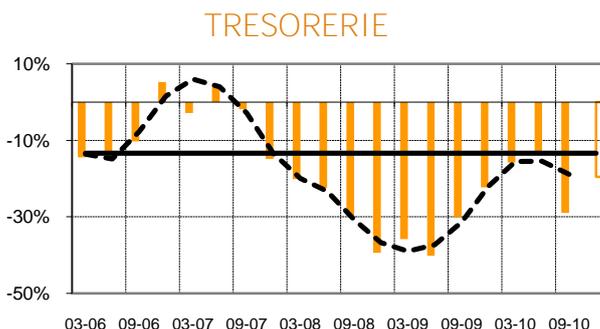
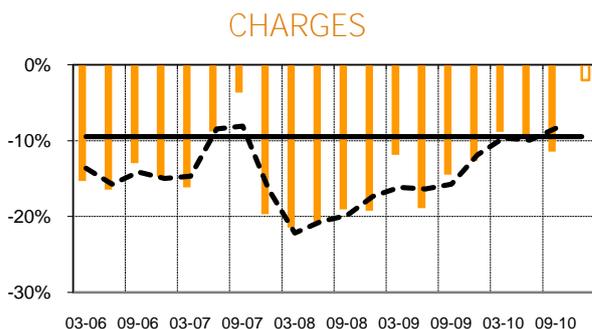
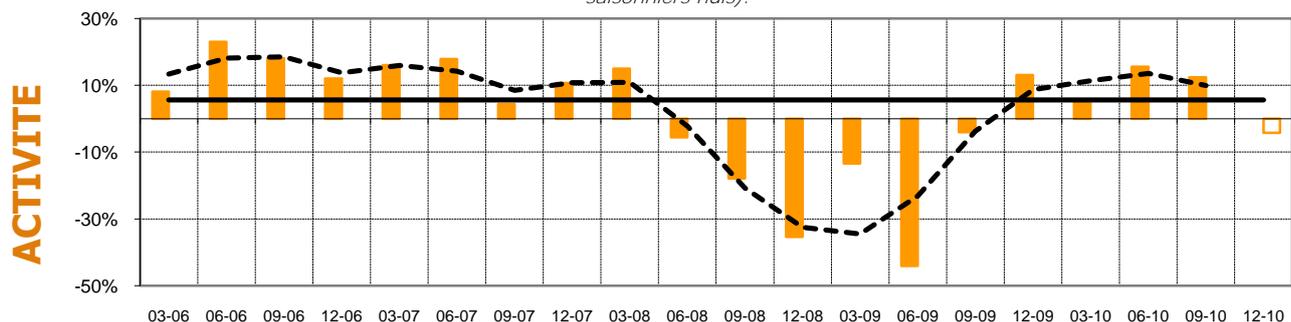
Avertissement : interprétation des soldes d'opinions

Les soldes d'opinions doivent être interprétés en évolution. En effet, un solde négatif à la réponse sur l'activité passée (c'est-à-dire, si le nombre des chefs d'entreprises qui répondent que leur activité s'est dégradée est supérieur à ceux qui répondent que leur activité s'est améliorée) ne signifie pas nécessairement que l'activité a diminué. Elle peut très bien être en augmentation si le nombre de chefs d'entreprises qui répondent négativement est en diminution par rapport au trimestre précédent. Chaque réponse ne prend donc sa pleine signification que rapprochée de celles qui ont été faites aux enquêtes précédentes. De la même façon, les présentations font référence à la moyenne de longue période. Les chefs d'entreprises fournissent des réponses qualitatives, c'est-à-dire partiellement subjectives. Or ces derniers sont de nature plus ou moins optimistes de sorte que les enquêtes selon les secteurs peuvent présenter des « biais » introduits par un excès d'optimisme ou de prudence. La référence à une moyenne de longue période en complément d'une analyse en évolution permet de tenir compte de ce « biais » dans l'interprétation des réponses.

	<i>Page</i>
<i>Les secteurs d'activité.....</i>	10
<i>Vue d'ensemble.....</i>	10
<i>Agriculture, élevage et pêche.....</i>	11
<i>Industrie agro-alimentaire.....</i>	14
<i>Autre industries.....</i>	17
<i>Bâtiment et travaux publics.....</i>	19
<i>Commerce.....</i>	22
<i>Services marchands.....</i>	24
<i>Hôtellerie-Tourisme.....</i>	25
<i>Les entreprises.....</i>	27
<i>L'investissement.....</i>	28
<i>La vulnérabilité.....</i>	29
<i>Les ménages.....</i>	31
<i>L'investissement.....</i>	32
<i>La vulnérabilité.....</i>	34
<i>Sélection d'indicateurs économiques et sectoriels.....</i>	36

Vue d'ensemble

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 141 entreprises (dont 3 coopératives relevant du secteur primaire) employant au total 16 013 salariés. Soldes d'Opinion Corrigés des Variations Saisonnières (* : soldes d'opinion CVS à coefficients saisonniers nuls).

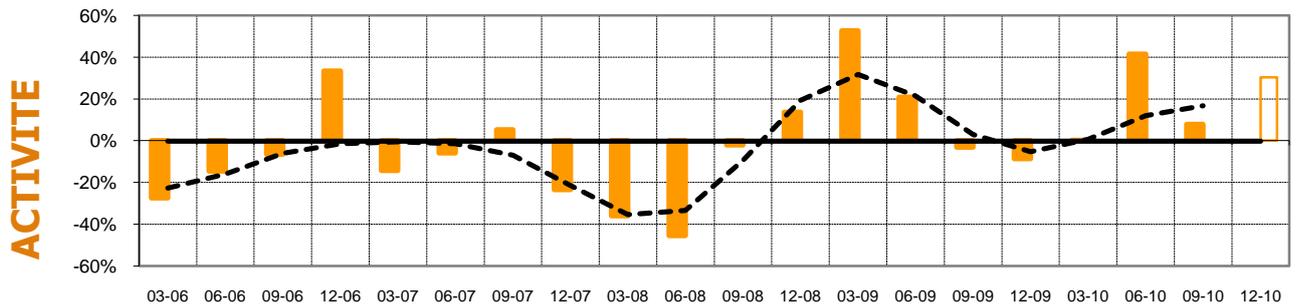


■ Indicateur passé □ Indicateur prévu - - - Tendence de l'indicateur — Moyenne longue période de l'indicateur

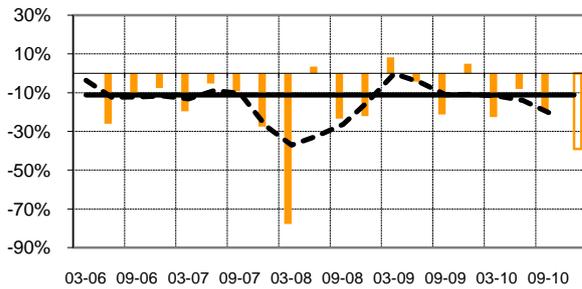
Agriculture, élevage et pêche

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 6 entités relevant du secteur primaire (soit un effectif total estimé de 901 personnes composé de salariés d'entreprises, d'éleveurs, d'agriculteurs et de pêcheurs).

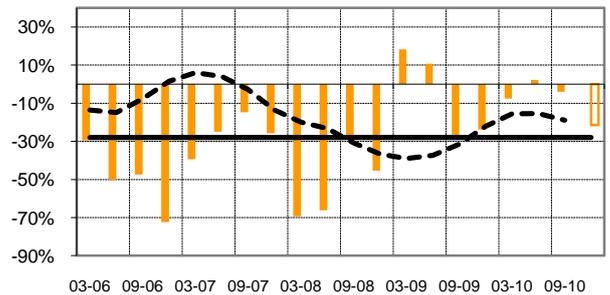
Soldes d'Opinion Corrigés des Variations Saisonnières (* : soldes d'opinion CVS à coefficients saisonniers nuls)



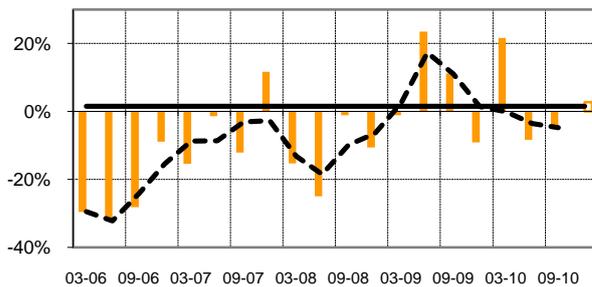
CHARGES



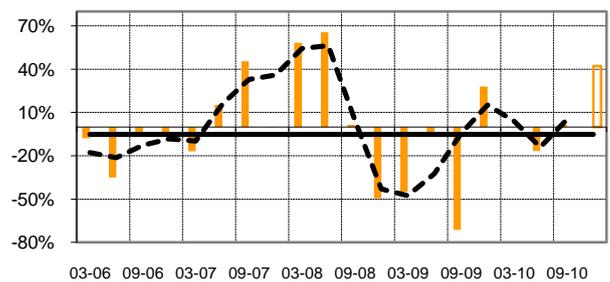
TRESORERIE



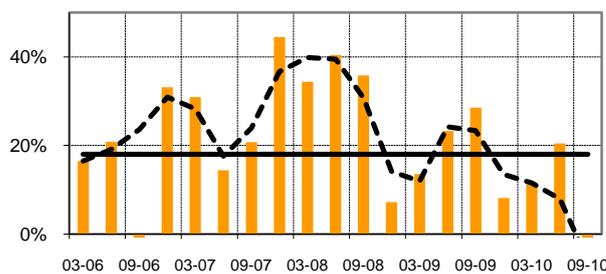
EFFECTIFS



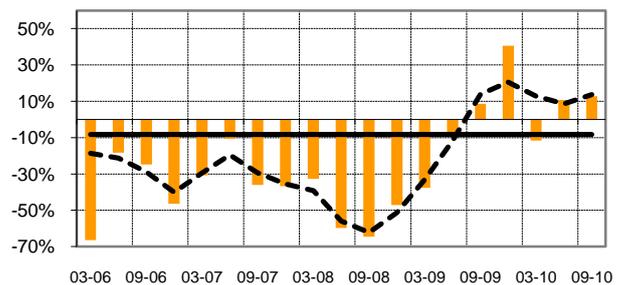
PRIX DE VENTE



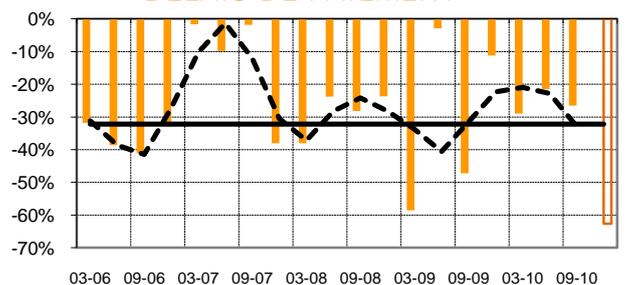
STOCKS MATIERES PREMIERES



PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS



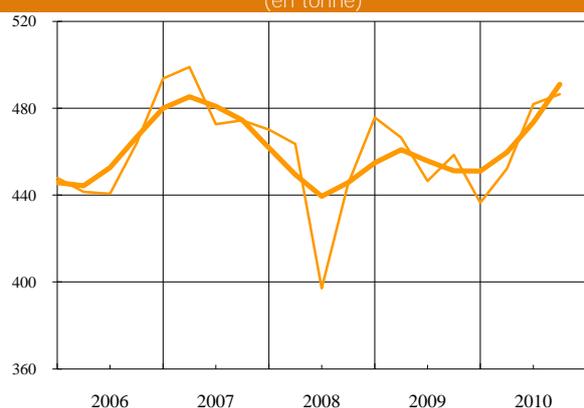
DELAIS DE PAIEMENT



■ Indicateur passé □ Indicateur prévu - - - Tendence de l'indicateur — Moyenne longue période de l'indicateur

La filière bovine

Abattages de viande bovine
(en tonne)



Source : SICABAT (données trimestrielles - CVS)

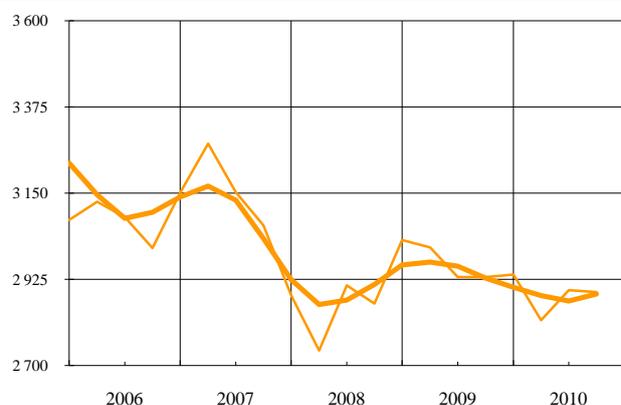
Importations de viande bovine
(en tonne)



Source : Douanes (données trimestrielles)

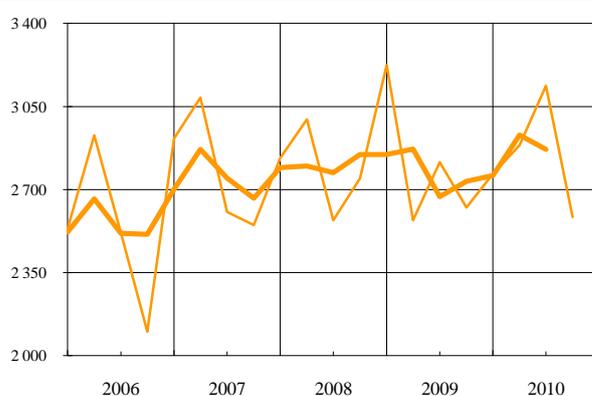
La filière porcine

Abattages de viande porcine
(en tonne)



Source : SICABAT (données trimestrielles - CVS)

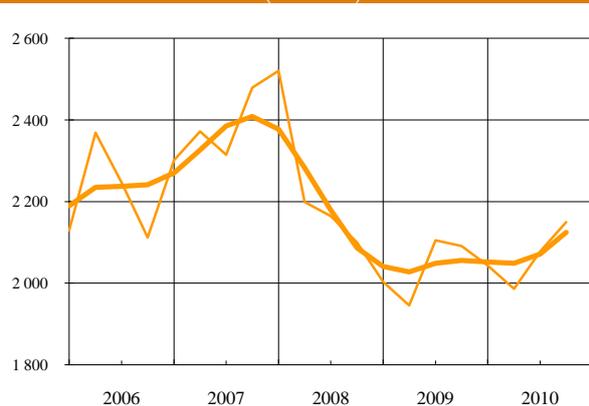
Importations de viande porcine
(en tonne)



Source : Douanes (données trimestrielles)

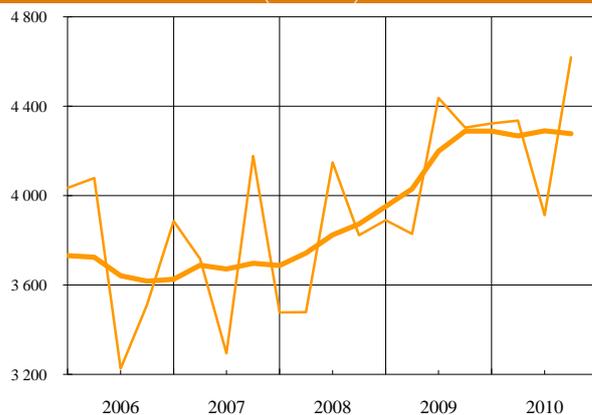
La filière avicole

Abattages de volailles
(en tonne)



Source : Aribev (données trimestrielles - CVS)

Importations de volailles
(en tonne)



Source : Douanes (données trimestrielles - CVS)

Données trimestrielles

Tendance

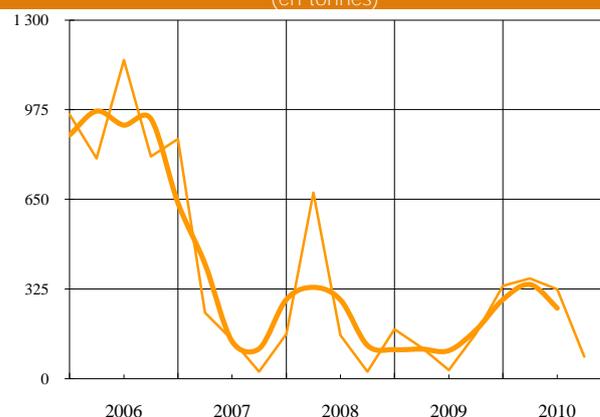
Agriculture, élevage et pêche

La filière laitière
Lait collecté par la Sicalait
(en milliers de litres)



Source : Sicalait (données trimestrielles – CVS)

La filière pêche
Exportations maritimes¹
(en tonnes)

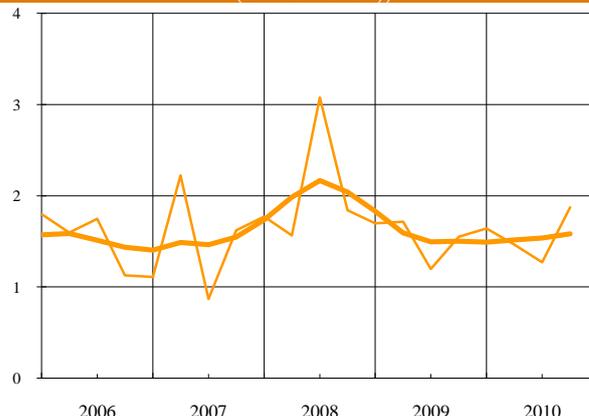


Source : Douanes (données trimestrielles)

Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche
Importations (en millions d'€) | **Exportations** (en millions d'€)



Source : Douanes (données trimestrielles)



Source : Douanes (données trimestrielles - CVS)

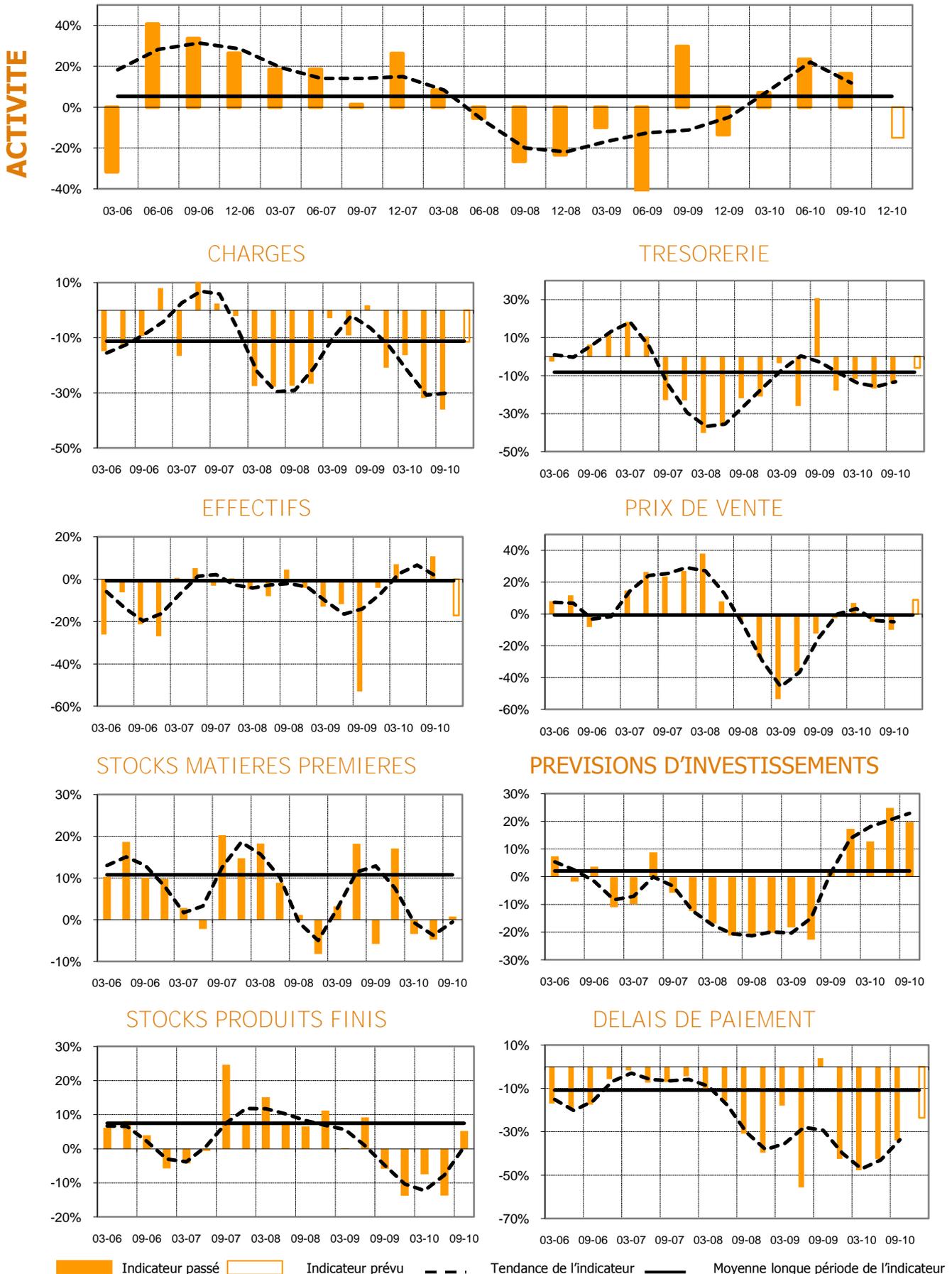
Dernières données chiffrées

	T3 2006	T3 2007	T3 2008	T3 2009	T4 2009	T1 2010	T2 2010	T3 2010	Cumul 2010	T3 10/T3 09	Σ10/Σ09
ABATTAGE											
bovins Source : Sicabat (tonnes)	481	492	462	476	440	442	471	505	1 417	6,1%	3,6%
porcins Source : Sicabat (tonnes)	3 153	3 215	3 002	3 074	3 073	2 597	2 850	3 033	8 480	-1,3%	-2,9%
volailles Source : Ariv (tonnes)	2 173	2 551	2 161	2 152	2 120	1 882	2 048	2 212	6 143	2,8%	1,2%
IMPORTATIONS											
bovins Source : Douanes (tonnes)	804	740	802	917	1 002	756	815	908	2 479	-1,0%	-4,9%
porcins Source : Douanes (tonnes)	2 101	2 550	2 746	2 625	2 766	2 886	3 138	2 584	8 608	-1,5%	7,5%
volailles Source : Douanes (tonnes)	3 280	3 902	3 571	4 021	4 756	4 590	3 548	4 314	12 452	7,3%	2,9%
COLLECTE DE LAIT	6 309	6 210	5 646	5 239	5 475	4 904	4 651	5 065	14 620	-3,3%	-5,1%
Source : Sicalait (milliers de litres)											
EXPORTATIONS PÊCHE	805	25	25	162	336	364	324	79	767	-51,1%	151,2%
Source : Douanes (tonnes)											
PDS AGRICOLES, SYLVICOLES ET PÊCHE											
Importations Douanes (millions d'€)	18,0	25,0	23,9	18,1	24,9	17,7	26,0	22,7	66,4	25,8%	13,3%
Exportations Douanes (millions d'€)	0,6	0,9	1,0	0,9	3,0	1,3	0,9	1,0	3,2	20,8%	0,0%

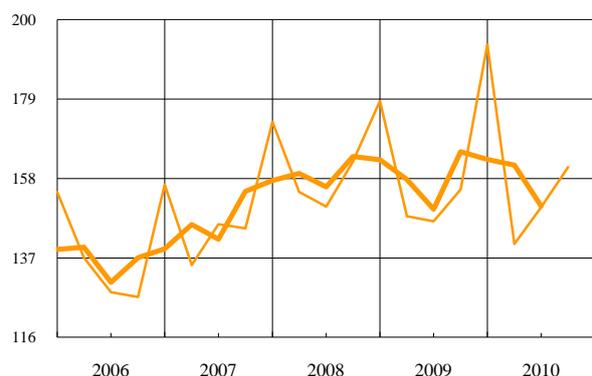
¹ Y compris les exportations réalisées par les palangriers asiatiques autorisés à pêcher dans la zone économique des îles éparses avec obligation de décharger à Port-Réunion.

Industrie agro-alimentaire

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 19 entreprises du secteur agro-alimentaire employant 1 619 salariés. Soldes d'Opinion Corrigés des Variations Saisonnières (* : soldes d'opinion CVS à coefficients saisonniers nuls)

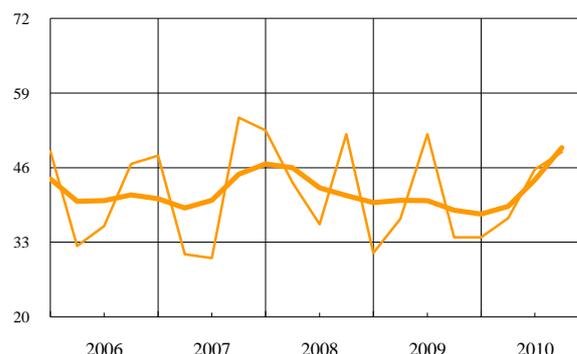


Importations de produits agro-alimentaires (en millions d'€)



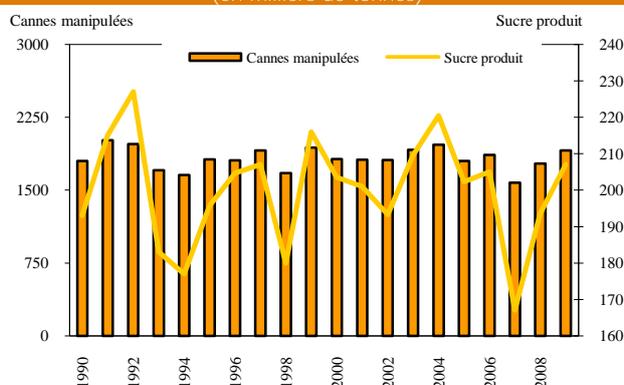
Source : Douanes (données trimestrielles)

Exportations de produits agro-alimentaires (en millions d'€)



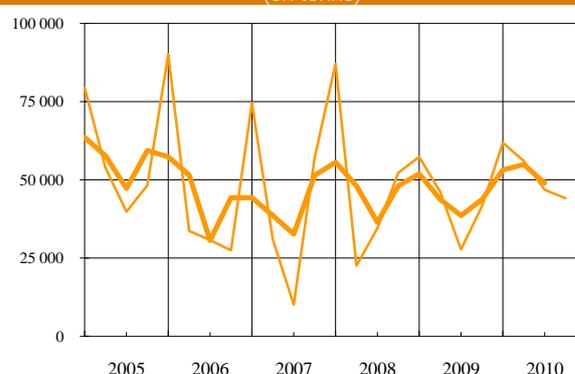
Source : Douanes (données trimestrielles - CVS)

Campagnes sucrières (en milliers de tonnes)



Source : CTICS – eRcane

Exportations maritimes de sucre et mélasse (en tonne)



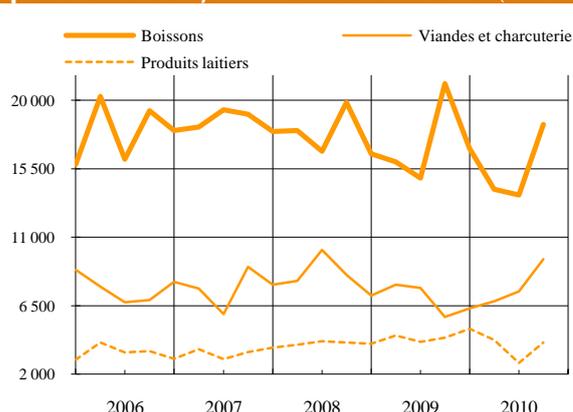
Source : DDE (Service des Ports et des Bases aériennes) (données trimestrielles)

Exportations de rhum (en hectolitres d'alcool pur)



Source : Douanes (données trimestrielles - CVS)

Importations maritimes de boissons, produits laitiers, viandes et charcuterie (en tonnes)



Source : DDE (Service des Ports et des Bases aériennes) (données trimestrielles - CVS)

Dernières données chiffrées

PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES	3T 2006	3T 2007	3T 2008	3T 2009	4T 2009	1T 2010	2T 2010	3T 2010	Cumul 2010	3T10/3T09	Σ10/Σ09
Importations (millions d'€)	127	145	162	155	193	141	150	161	452	3,8%	0,5%
Exportations (millions d'€)	42	50	47	31	45	37	35	44	116	43,8%	8,4%

Source : Douanes

IMPORTATIONS MARITIMES (tonnes)	3T 2006	3T 2007	3T 2008	3T 2009	4T 2009	1T 2010	2T 2010	3T 2010	Cumul 2010	3T10/3T09	Σ10/Σ09
boissons	17 898	17 684	18 397	19 545	18 560	13 746	13 759	17 067	44 572	-12,7%	-10,7%
produits laitiers	3 651	3 585	4 240	4 575	5 124	3 905	2 782	4 243	10 930	-7,3%	-15,4%
viandes et charcuterie	6 292	8 288	7 811	5 265	6 844	7 041	7 172	8 746	22 959	66,1%	10,3%
EXPORTATIONS MARITIMES (tonnes)	3T 2006	3T 2007	3T 2008	3T 2009	4T 2009	1T 2010	2T 2010	3T 2010	Cumul 2010	3T10/3T09	Σ10/Σ09
sucres et mélasse	27 458	57 018	52 176	41 479	61 804	56 039	46 806	44 030	146 875	6,2%	27,2%
poissons	223	1 387	1 017	2 815	3 766	4 117	3 502	3 468	11 087	23,2%	4,0%

Source : DDE

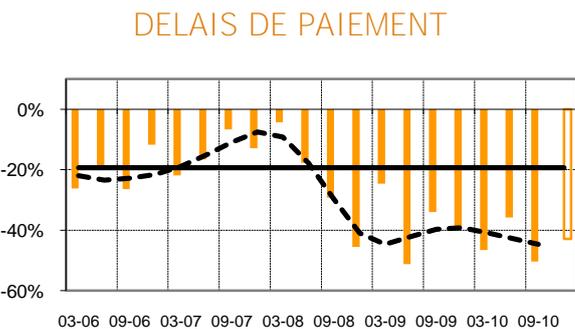
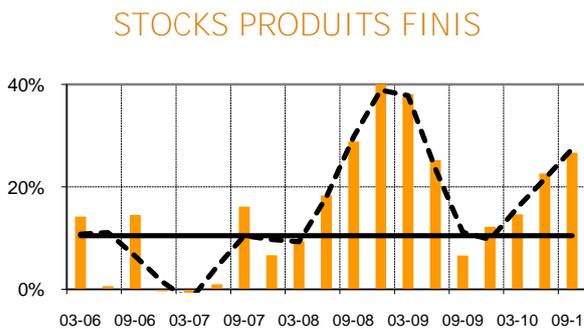
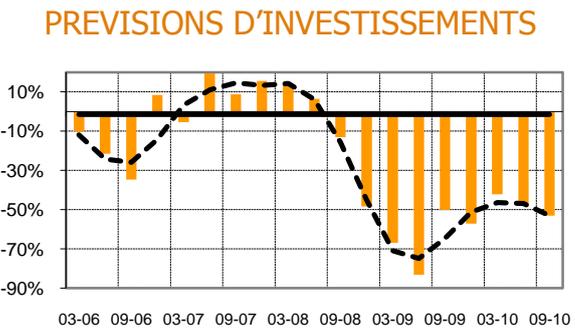
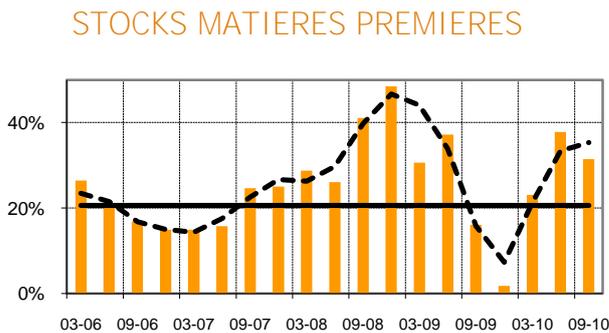
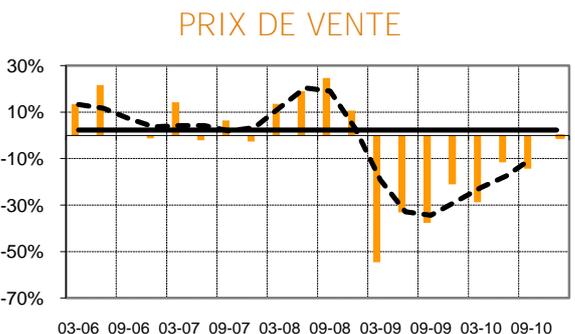
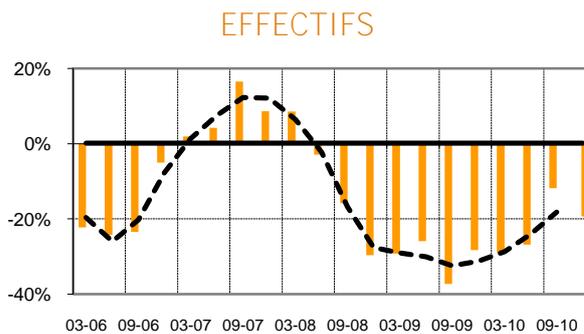
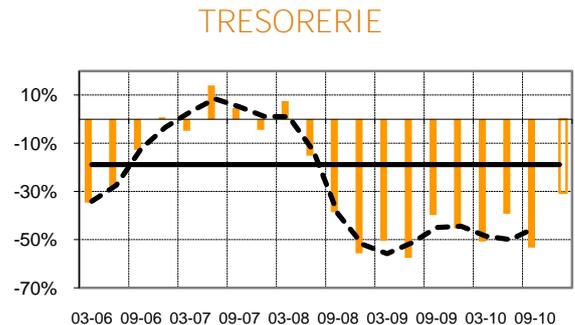
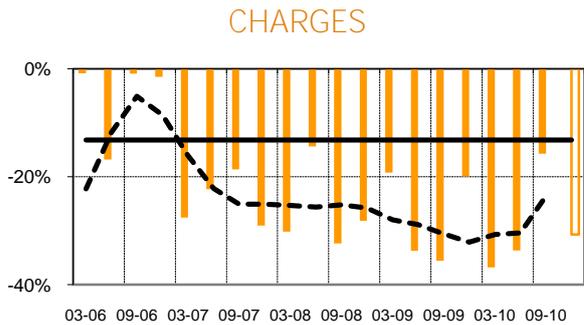
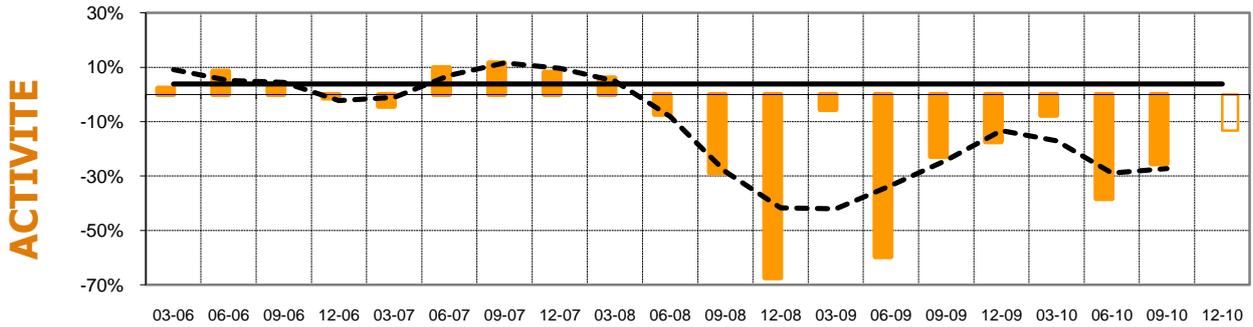
EXPORTATIONS DE RHUM (hectolitres d'alcool pur)	3T 2006	3T 2007	3T 2008	3T 2009	4T 2009	1T 2010	2T 2010	3T 2010	Cumul 2010	3T10/3T09	Σ10/Σ09
EXPORTATIONS DE RHUM	24 689	22 696	23 900	28 255	36 394	14 791	13 681	31 574	60 046	11,7%	-16,9%
PRODUCTION DE RHUM (hectolitres d'alcool pur)	48 209	38 212	37 913	46 523	50 249	0	4 018	54 829	58 847	17,9%	-3,3%

Source : Douanes

CAMPAGNES SUCRIERES	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Variations (N/N-1)
Cannes manipulées	1 969	1 801	1 864	1 576	1 774	1 908	7,51%
. par l'usine du Gol	989	946	920	777	924	953	3,21%
. par l'usine de Bois Rouge	980	855	945	798	849	955	12,44%
(milliers de tonnes) Source : CTICS							
Production de sucre brut							
(milliers de tonnes) Source : CERF	220	202	205	158	194	207	6,94%
Richesse moyenne de la canne							
Source : CTICS	14,14%	14,01%	14,03%	13,74%	14,00%	14,25%	+ 0,25 pt

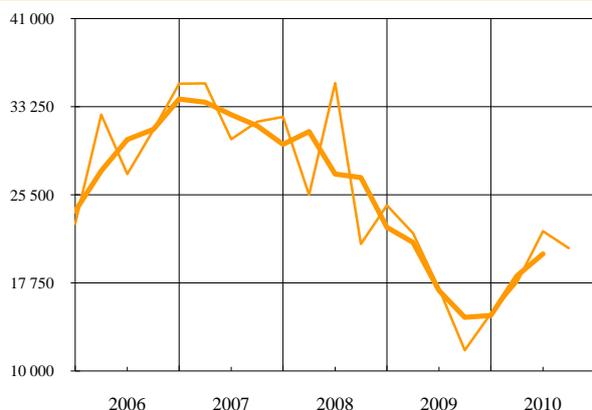
Autres industries

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 20 entreprises du secteur industriel (hors agro-alimentaire) employant 968 salariés. Soldes d'Opinion Corrigés des Variations Saisonnières (* : soldes d'opinion CVS à coefficients saisonniers nuls)



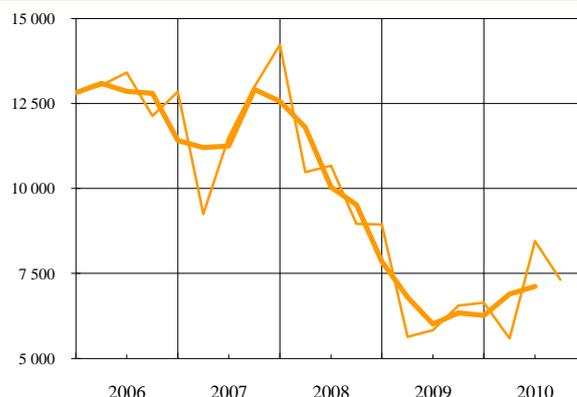
Indicateur passé
 Indicateur prévu
 Tendence de l'indicateur
 Moyenne longue période de l'indicateur

Importations maritimes de produits métalliques (en tonnes)



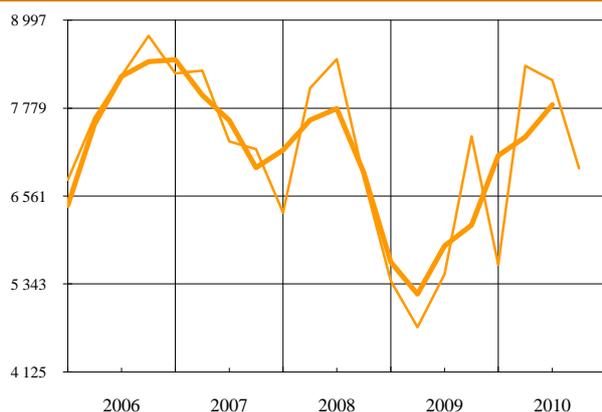
Source : DDE (Service des Ports et des Bases aériennes) (données trimestrielle)

Importations maritimes de bois destiné à la transformation (en tonnes)



Source : DDE (Service des Ports et des Bases aériennes) (données trimestrielles)

Importations maritimes de produits destinés aux imprimeries et cartonneries (en tonnes)



Source : DDE (Service des Ports et des Bases aériennes) (données trimestrielles)

Importations maritimes de matières plastiques brutes et de produits chimiques de base (en tonnes)



Source : DDE (Service des Ports et des Bases aériennes) (données trimestrielles)

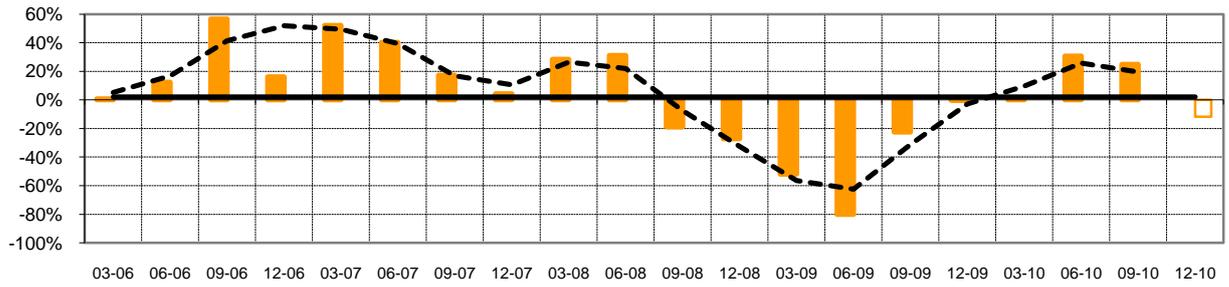
Dernières données chiffrées

IMPORTATIONS MARITIMES (tonnes) Source : DDE	3T 2006	3T 2007	3T 2008	3T 2009	4T 2009	1T 2010	2T 2010	3T 2010	Cumul 2010	3T10/3T09	Σ10/Σ09
Produits métalliques	31 191	31 933	21 172	11 835	15 063	17 781	22 298	20 802	60 881	75,8%	18,9%
Bois destiné à la transformation	12 133	12 995	8 962	6 557	6 635	5 589	8 453	7 313	21 355	11,5%	18,5%
Produits pour l'imprimerie et la cartonnerie	8 783	7 212	6 809	7 387	5 612	8 364	8 168	6 946	23 478	-6,0%	33,3%
Matières plastiques et pds chimiques de base	4 756	3 371	3 847	3 601	2 836	5 483	11 353	10 557	27 393	193,2%	232,3%

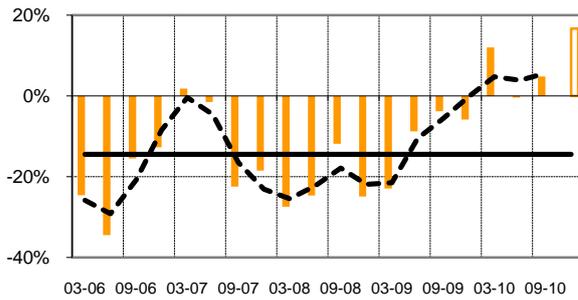
Bâtiment et travaux publics

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 12 entreprises du secteur du BTP (gros œuvre et second œuvre) employant 2 264 salariés. Soldes d'Opinion Corrigés des Variations Saisonnières (soldes d'opinion CVS à coefficients saisonniers nuls)

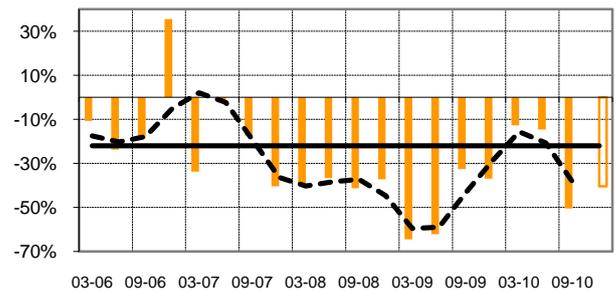
ACTIVITE



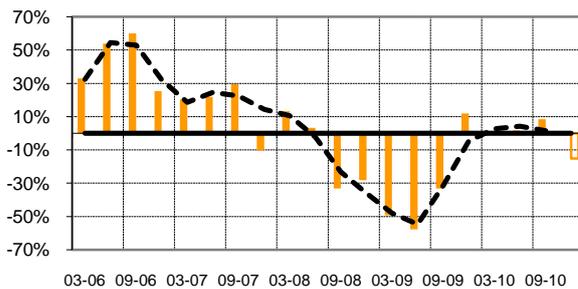
CHARGES



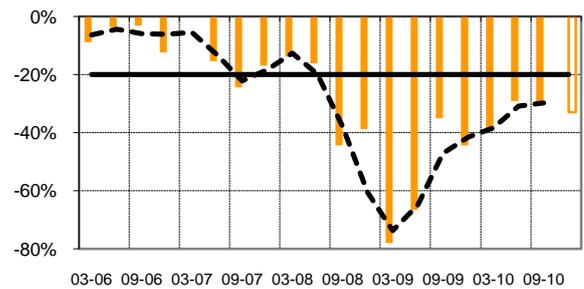
TRESORERIE



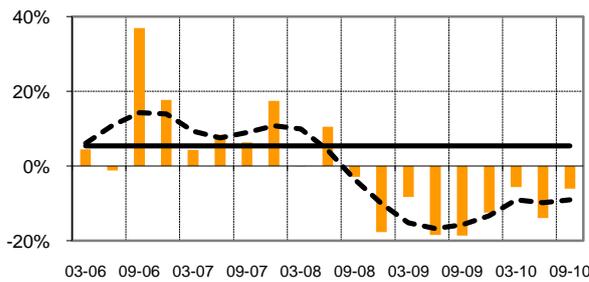
EFFECTIFS



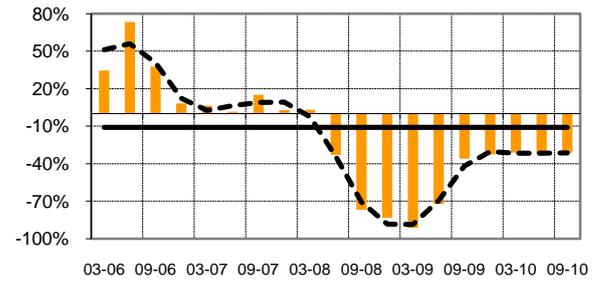
PRIX DE VENTE



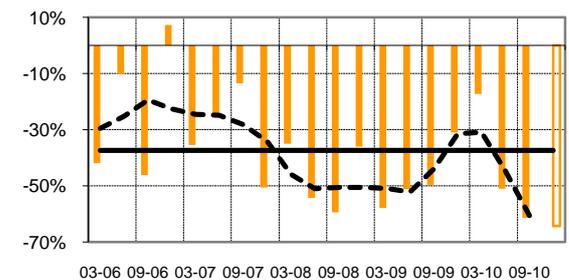
STOCKS MATIERES PREMIERES



PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS

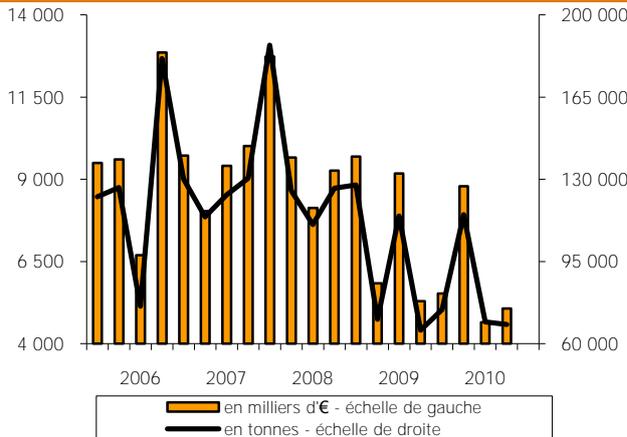


DELAIS DE PAIEMENT



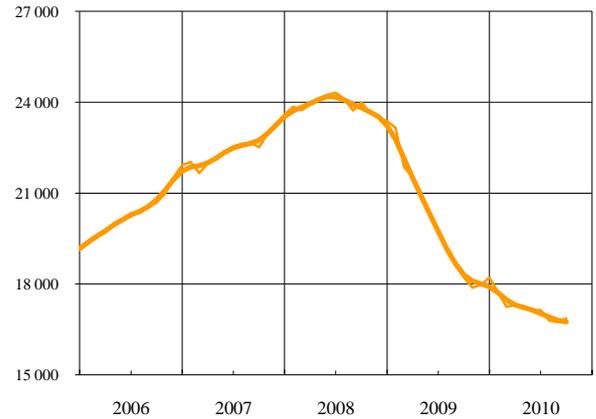
Indicateur passé
 Indicateur prévu
 Tendence de l'indicateur
 Moyenne longue période de l'indicateur

Importations de ciment et de clinker



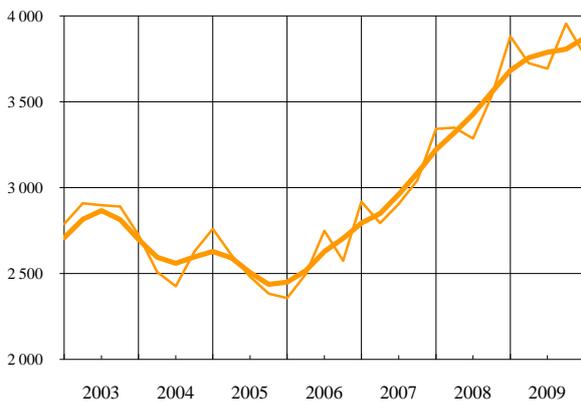
Source : Douanes (données trimestrielles - CVS)

Effectifs du BTP



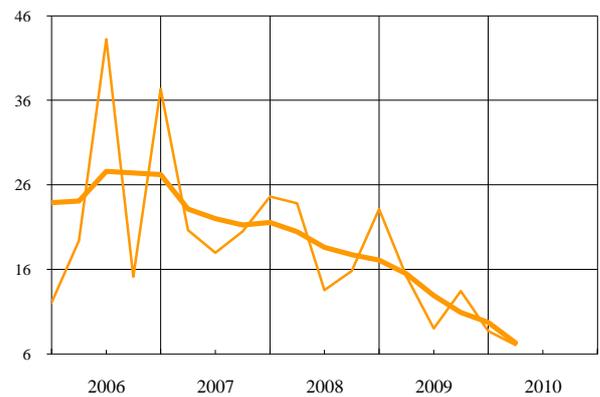
Source : Caisse des congés payés du BTP (données mensuelles - CVS)

Logements sociaux en cours de chantier
(en nombre – estimations à partir de janvier 2009)



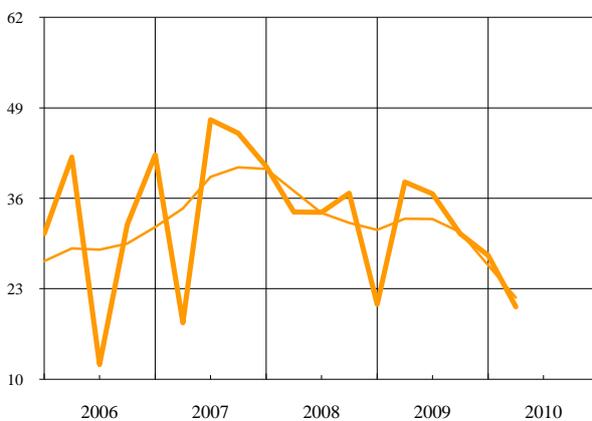
Source : Cer BTP (données trimestrielles - CVS)

Travaux de génie civil
(en millions d'euros)



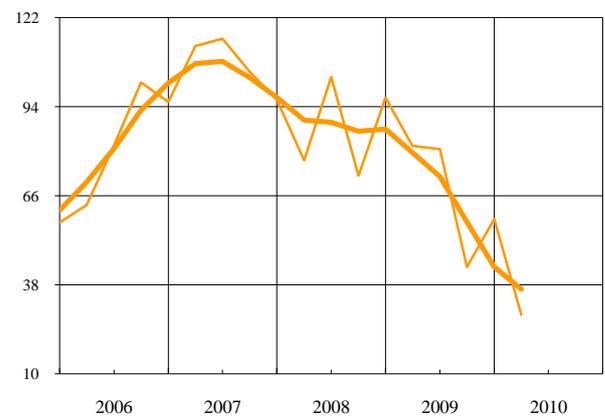
Source : Cer BTP (données trimestrielles - CVS)

Constructions publiques
(en millions d'euros)



Source : Cer BTP (données trimestrielles - CVS)

Travaux routiers
(en millions d'euros)



Source : Cer BTP (données trimestrielles - CVS)

Dernières données chiffrées

Source : Cer-BTP (millions d'€)	1T06	1T07	1T08	1T09	2T09	3T09	4T09	1T10	Cumul 2010	1T10/ 1T09	Σ10/ Σ09
Travaux génie civil	14	15	17	11	8	15	11	5	5	-53,5%	-53,5%
Constructions publiques	24	10	19	22	37	34	37	12	12	-46,8%	-46,8%
Travaux routiers	35	62	43	45	45	45	45	16	16	-65,1%	-65,1%

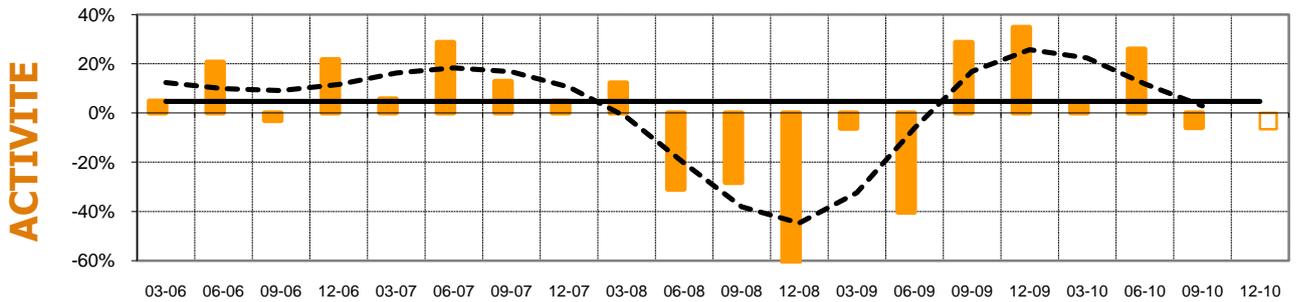
IMPORTATIONS DE CIMENT + CLINKER	3T 2007	3T 2008	3T 2009	4T 2009	1T 2010	2T 2010	3T 2010	Cumul 2010	3T10/ 3T09	Σ10/ Σ09
milliers d'euros	10 456	9 672	5 525	5 524	8 347	4 681	5 293	18 321	-4,2%	-9,8%
tonnes	135 063	130 711	68 071	71 824	113 431	70 253	70 559	254 244	3,7%	0,3%

Source : Douanes

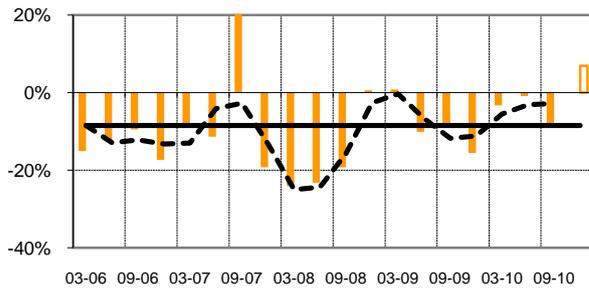
EFFECTIFS DU BTP	sept-06	sept-07	sept-08	sept-09	déc-09	mars-10	juin-10	sept-10	sept10/ juin10	sept10/ sept09
Source : Caisse des congés payés (nombre à fin)	21 526	23 437	24 974	18 960	17 730	17 064	17 274	17 553	1,6%	-7,4%

Commerce

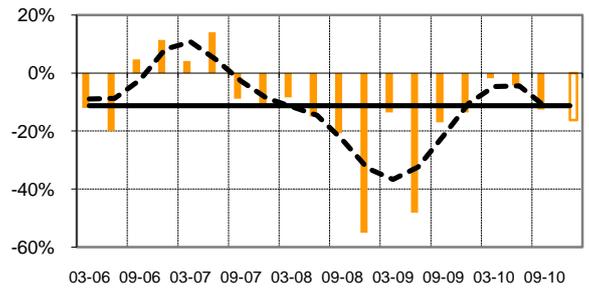
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 27 entreprises du secteur du commerce employant 5 162 salariés. Soldes d'Opinion Corrigés des Variations Saisonnières (* : soldes d'opinions CVS à coefficients saisonniers nuls)



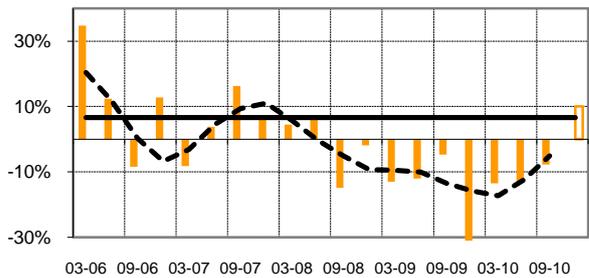
CHARGES



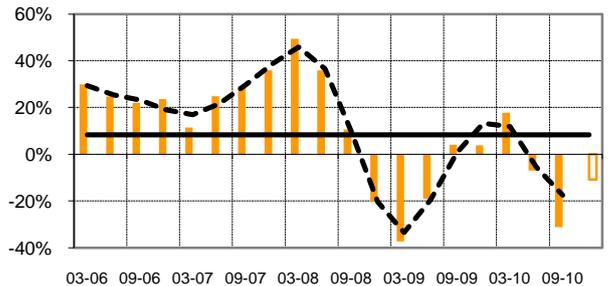
TRESORERIE



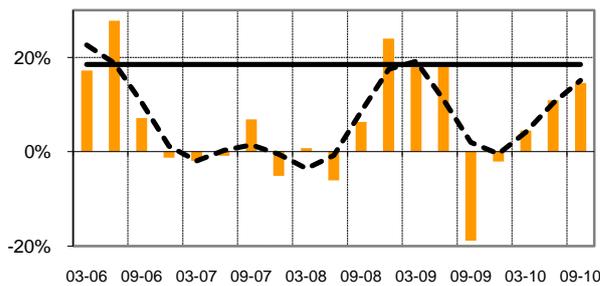
EFFECTIFS



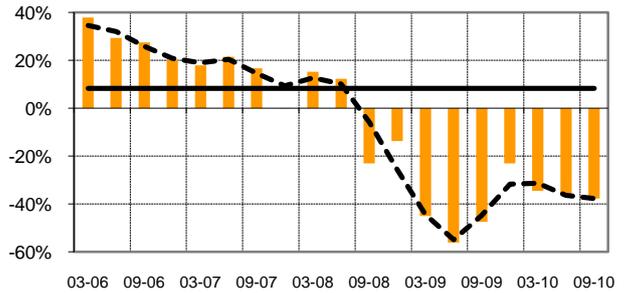
PRIX DE VENTE



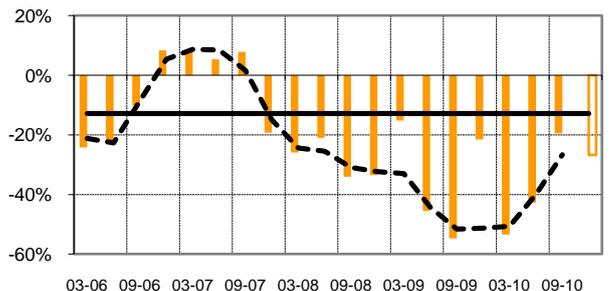
STOCKS PRODUITS FINIS



PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS

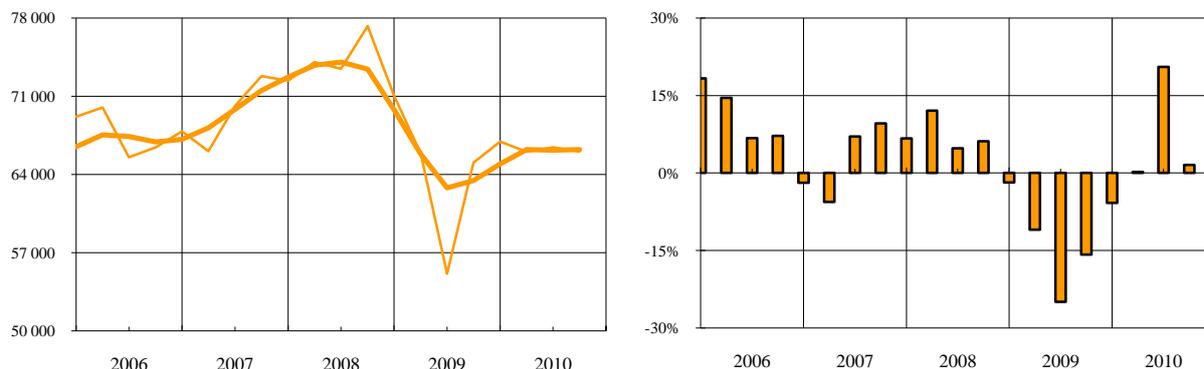


DELAIS DE PAIEMENT



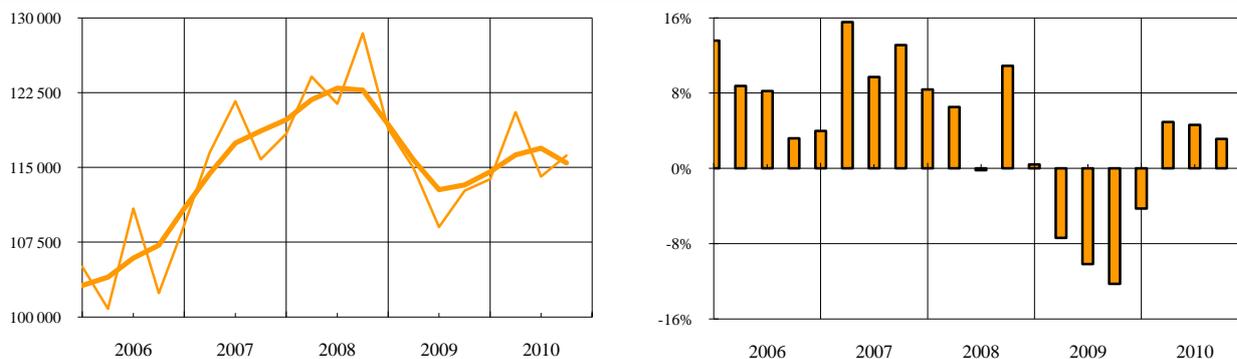
Indicateur passé
 Indicateur prévu
 - - - - - Tendence de l'indicateur
 ——— Moyenne longue période de l'indicateur

Recettes de l'octroi de mer
(en milliers d'euros) Variations trimestrielles en glissement annuel CVS



Source : Trésorerie générale (données trimestrielles - CVS)

TVA collectée
(en milliers d'euros) Variations trimestrielles en glissement annuel CVS



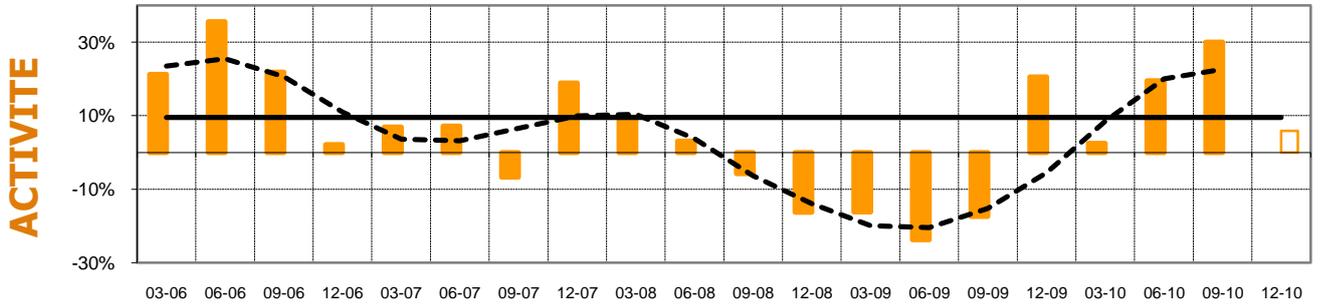
Source : Trésorerie générale (données trimestrielles - CVS)

Dernières données chiffrées

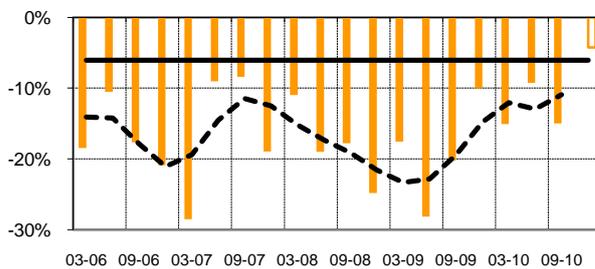
Source : Trésorerie Générale (en milliers d'€)	3T 2006	3T 2007	3T 2008	3T 2009	4T 2009	1T 2010	2T 2010	3T 2010	Cumul 2010	3T10/ 3T09	Σ10/ Σ09
Taxe sur la Valeur Ajoutée	99 173	112 163	124 406	109 120	125 041	111 438	115 038	112 532	339 008	3,1%	4,2%
Octroi de mer	64 273	70 454	74 774	62 945	76 049	59 931	65 668	63 934	189 533	1,6%	6,9%
Octroi de mer régional	15 204	16 663	18 005	19 185	nd	18 533	20 442	19 908	58 883	3,8%	14,8%

Services marchands

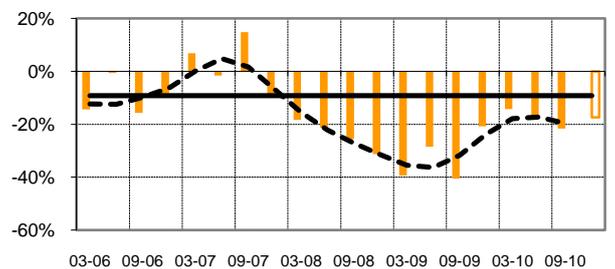
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 57 entreprises du secteur des services marchands (Transports, Hôtellerie-tourisme et Services aux entreprises : Télécommunications, Ingénierie informatique, Activités comptables, juridiques et de conseil de gestion, Activités d'architecture et d'ingénierie, Publicité, Activités de contrôle et analyses techniques, Enquêtes et sécurité, Activités de nettoyage, Entretien et réparation de véhicules automobiles et Sélection et fourniture de personnel) employant 5 099 salariés.
 Soldes d'Opinion Corrigés des Variations Saisonnières (* : soldes d'opinion CVS à coefficients saisonniers nuls).



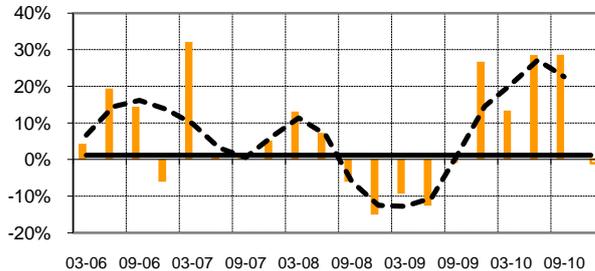
CHARGES



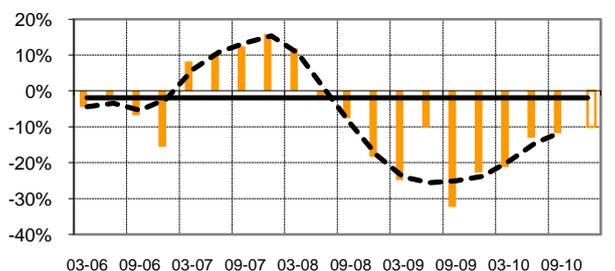
TRESORERIE



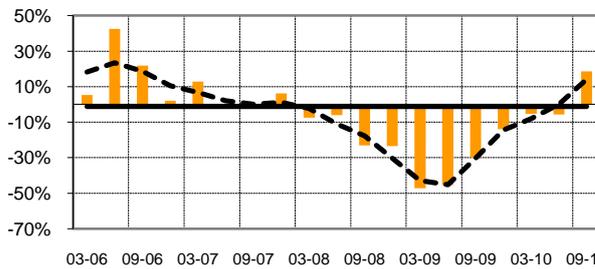
EFFECTIFS



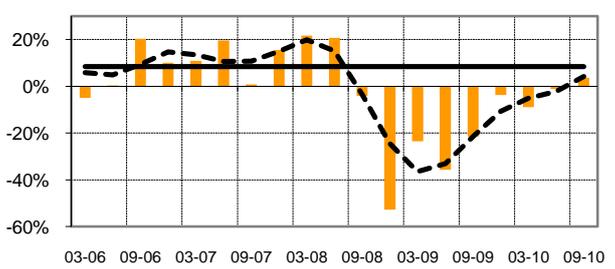
PRIX DE VENTE



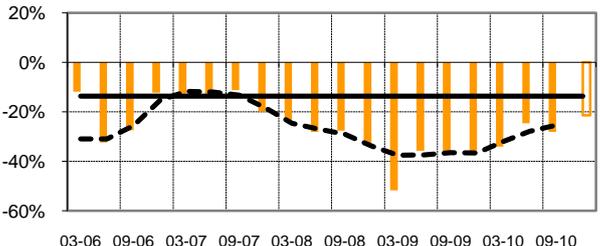
NIVEAU DU CARNET DE COMMANDES



PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS



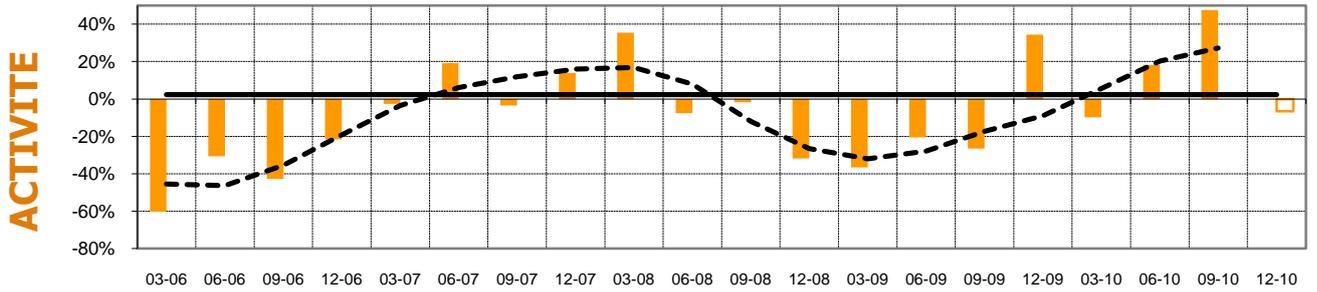
DELAIS DE PAIEMENT



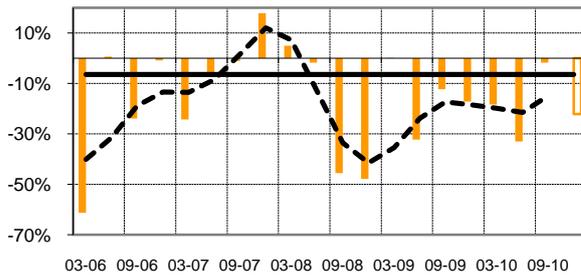
■ Indicateur passé □ Indicateur prévu - - - Tendence de l'indicateur — Moyenne longue période de l'indicateur

Hôtellerie - tourisme

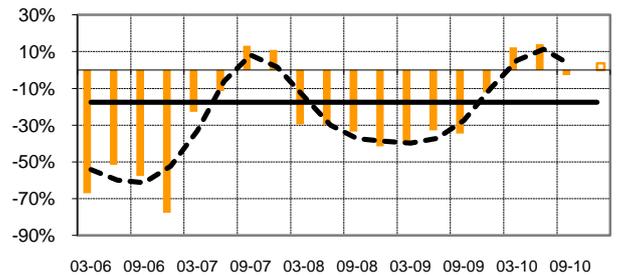
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 22 entreprises du secteur de l'hôtellerie et du tourisme employant 1 115 salariés. Soldes d'Opinion Corrigés des Variations Saisonnières (soldes d'opinion CVS à coefficients saisonniers nuls).



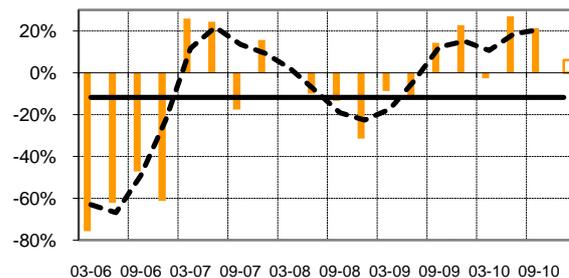
CHARGES



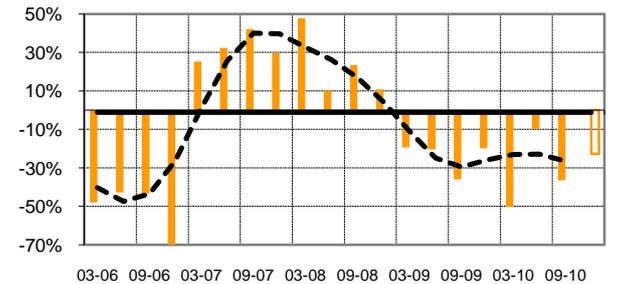
TRESORERIE



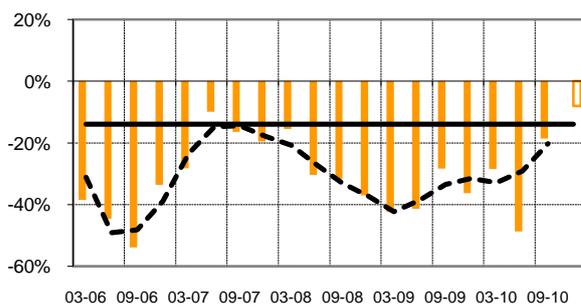
EFFECTIFS



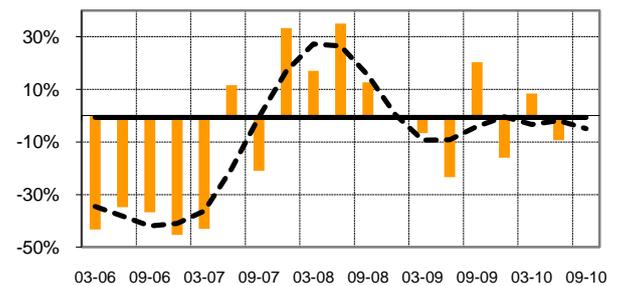
PRIX DE VENTE



DELAIS DE PAIEMENT



PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS

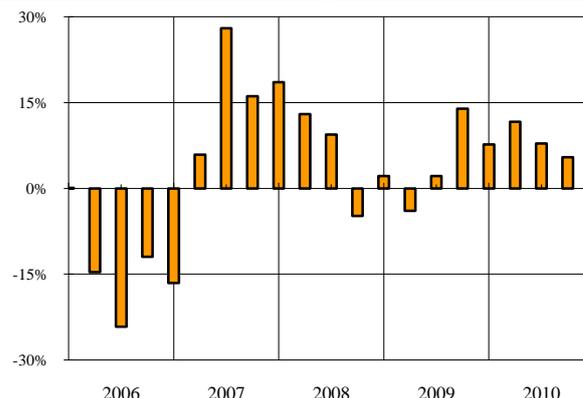
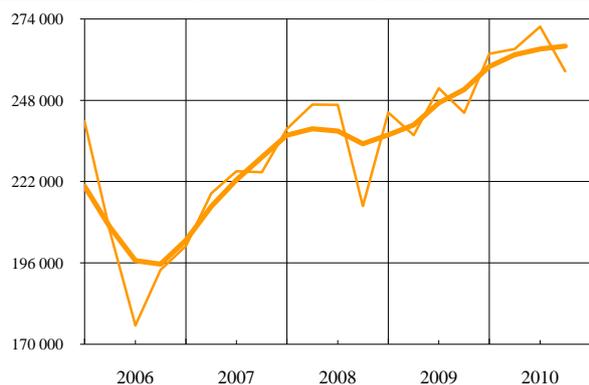


Indicateur passé
 Indicateur prévu
 Tendence de l'indicateur
 Moyenne longue période de l'indicateur

Trafic aérien – Nombre de passagers enregistrés sur l'axe métropole-Réunion

(trafic arrivées et départs)

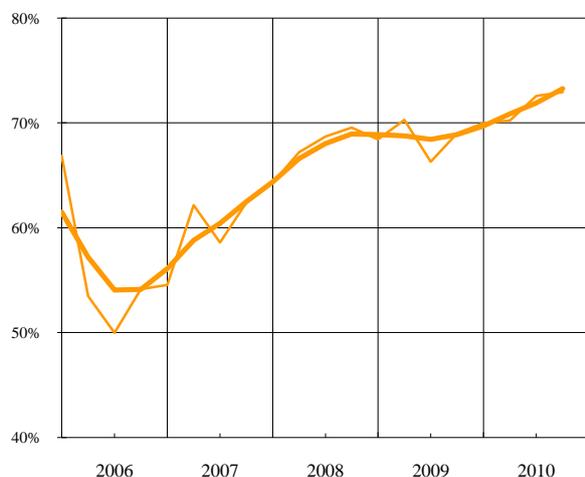
Variations trimestrielles en glissement annuel - CVS



Source : CCIR (données trimestrielles – CVS)

Fréquentation hôtelière

(taux d'occupation des hôtels adhérents à l'Union des Hôtels de la Réunion)



Source : Union des Hôtels de la Réunion (données trimestrielles - CVS)

Dernières données chiffrées

Source : Aéroports de Pierrefonds et de Gillot	3T 2007	3T 2008	3T 2009	4T 2009	1T 2010	2T 2010	3T 2010	Cumul 2010	3T10/3T09	Σ10/Σ09
Nombre total de passagers	464 271	458 313	517 202	500 007	482 062	430 781	554 532	1 467 375	7,2%	10,9%
Nombre de passagers sur l'axe métropole	261 660	249 081	283 786	272 981	241 001	240 889	299 264	781 154	5,5%	8,0%
Mouvements de vols	3 576	3 814	4 165	4 124	4 136	3 881	4 477	12 494	7,5%	7,7%

Taux d'occupation à fin	sept-06	sept-07	sept-08	sept-09	déc-09	mars-10	juin-10	sept-10	sept10/juin10	sept10/sept09
Fréquentation hôtelière	49,3%	56,8%	63,3%	62,8%	81,3%	69,9%	67,7%	66,3%	- 1,4 pt	+ 3,6 pts

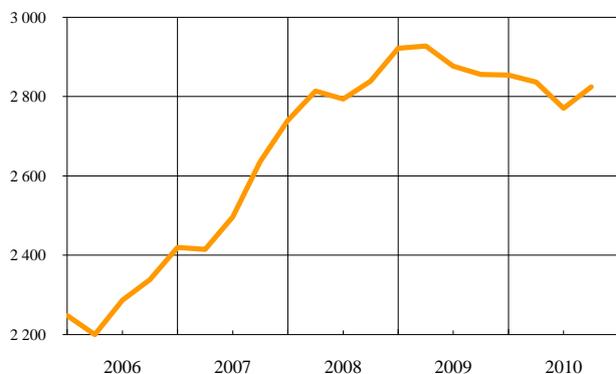
Source : UHR

Les entreprises

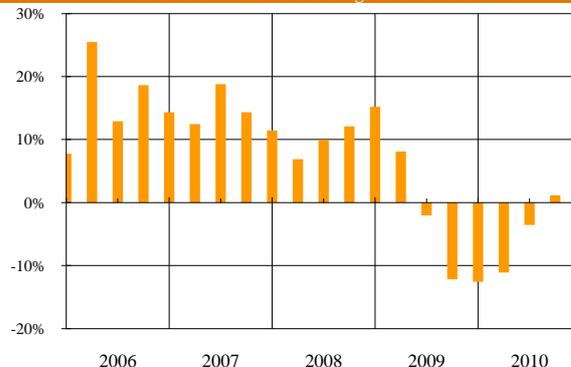
L'investissement des entreprises

Encours bancaires des crédits d'investissement

(en millions d'euros)



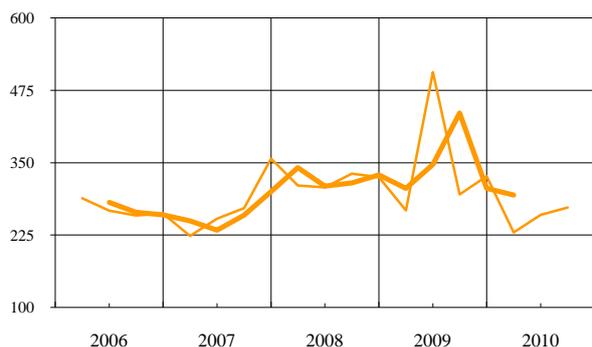
Variations trimestrielles en glissement annuel



Source : IEDOM (données trimestrielles)

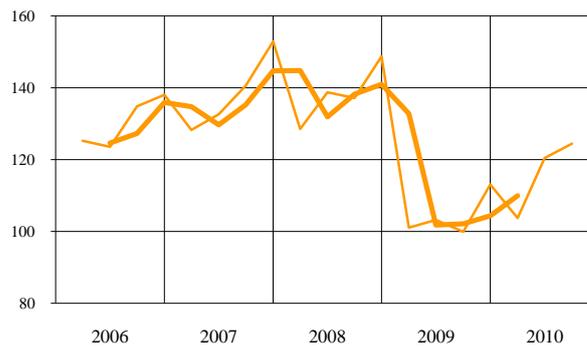
Les biens d'équipement professionnels

Importations de biens d'équipement mécaniques, électriques et électroniques (en millions d'euros)



Source : Douanes (données trimestrielles)

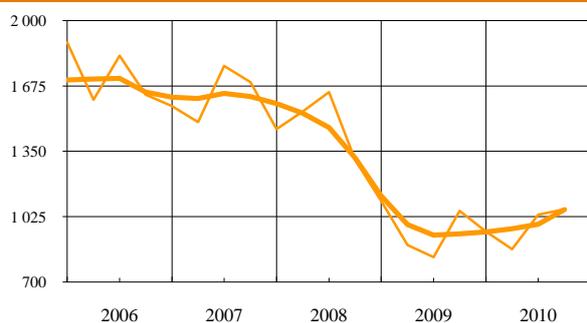
Importations de biens intermédiaires (en millions d'euros)



Source : Douanes (données trimestrielles)

Investissements spécifiques

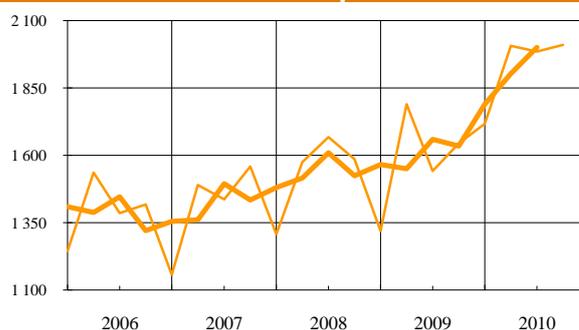
Ventes de véhicules utilitaires



Source : Sorefi (données trimestrielles - CVS)

Les créations d'entreprises

Créations d'entreprises hors secteur primaire



Source : INSEE (données trimestrielles)

Dernières données chiffrées

	3T 2007	3T 2008	3T 2009	4T 2009	1T 2010	2T 2010	3T 2010	Cumul 2010	3T10/ 3T09	Σ10/ Σ09
Importations de biens (Source : Douanes)										
d'équipement millions d'€	271	331	295	326	229	260	272	761	-7,7%	-28,8%
et intermédiaires millions d'€	141	137	100	113	104	120	124	349	24,5%	14,6%
Créations d'entreprises (Source : Insee-nombre)	1 559	1 586	1 644	1 717	2 007	1 985	2 010	6 002	22,3%	20,6%
Ventes de véhicules utilitaires (Source : Sorefi-nombre)	1 658	1 281	1 031	972	895	997	1 039	2 931	0,8%	7,0%

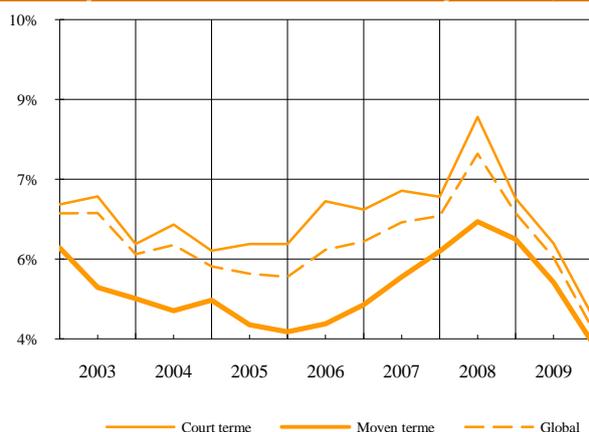
à fin (millions d'€)	sept-06	sept-07	sept-08	sept-09	déc-09	mars-10	juin-10	sept-10	sept10/ juin10	sept10/ sept09
Encours bancaires des crédits d'investissement Source Iedom	2 338	2 636	2 838	2 856	2 854	2 837	2 771	2 824	1,9%	-1,1%

La vulnérabilité des entreprises

Les modalités de financement des entreprises

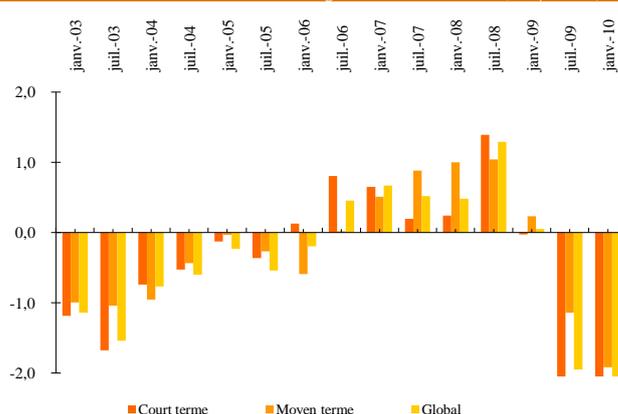
Coût du crédit aux entreprises

Taux moyen des crédits à court terme et à moyen terme (en %)



Source : IEDOM (enquête semestrielle)

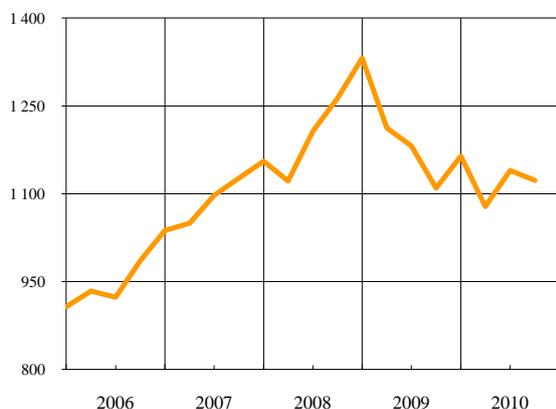
Variations semestrielles en glissement annuel (en points)



Evolution des crédits de trésorerie

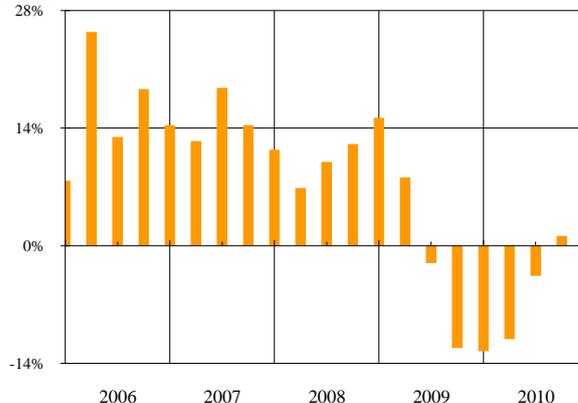
Encours bancaires des crédits d'exploitation

(en millions d'euros)



Source : IEDOM (données trimestrielles)

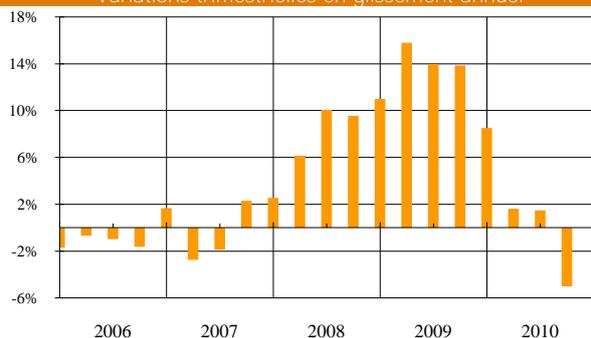
Variations trimestrielles en glissement annuel



Les indicateurs de vulnérabilité

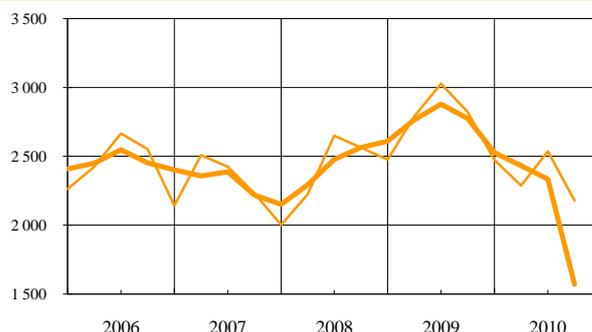
Personnes morales interdites bancaires

Variations trimestrielles en glissement annuel



Source : IEDOM (données trimestrielles - CVS)

Impayés sur effets



Source : IEDOM (données trimestrielles)

Source : Iedom	à fin	juin-06	juin-07	juin-08	juin-09	mars-10	juin-10	juin10/ mars10	juin10/ juin09
Personnes morales interdites bancaires (nombre)		2 237	2 195	2 416	2 753	2 729	2 794	2,4%	1,5%

Source : Iedom	à fin	sept-06	sept-07	sept-08	sept-09	déc-09	mars-10	juin-10	sept-10	sept10/ juin10	sept10/ sept09
Encours bancaires des crédits d'exploitation (millions d'€)		985	1 127	1 263	1 110	1 164	1 078	1 140	1 123	-1,5%	1,2%

	3T 2007	3T 2008	3T 2009	4T 2009	1T 2010	2T 2010	3T 2010	Cumul 2010	3T10/ 3T09	Σ10/ Σ09
Impayés sur effets en montant (millions d'€)	13 041	17 475	21 831	62 989	50 426	34 985	18 889	104 300	-13,5%	57,2%
(Source : Iedom)										
en nombre	2 229	2 564	2 821	2 473	2 286	2 536	2 179	7 002	-22,8%	-18,9%
(Source : Iedom)										

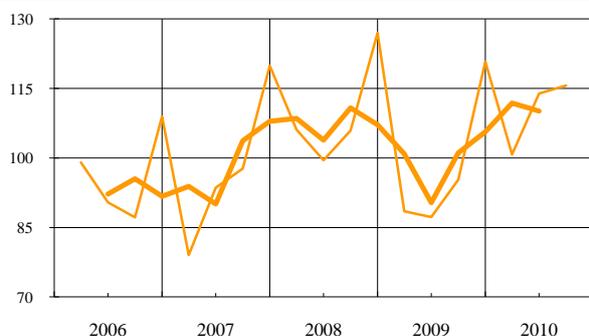
Source : Iedom	à fin	janv-06	janv-07	janv-08	janv-09	juil-09	janv-10	janv10/ juil09	janv10/ janv09
Enquête sur le coût du crédit aux entreprises									
Taux moyen pondéré court terme : Escompte		5,78%	6,43%	6,67%	6,64%	5,79%	4,46%	-1,33	-2,18
Découvert		5,56%	5,69%	6,58%	6,71%	4,22%	4,28%	0,06	-2,43
Autres CT		6,06%	7,67%	6,96%	7,22%	9,48%	6,11%	-3,37	-1,11
Moyen et long terme		5,64%	5,35%	6,33%	5,66%	3,46%	2,79%	-0,67	-2,87
Taux moyen pondéré global		4,13%	4,64%	5,64%	5,87%	5,06%	3,95%	-1,11	-1,92
		5,16%	5,83%	6,31%	6,36%	5,53%	4,22%	-1,31	-2,14

Les ménages

L'investissement des ménages

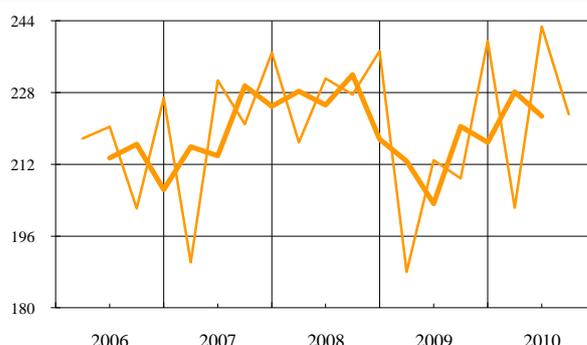
Les importations de biens destinés aux ménages

Importations de biens d'équipement du foyer
(en millions d'euros)



Source : Douanes (données trimestrielles)

Importations d'articles d'habillement, de produits d'édition, pharmaceutiques et d'hygiène
(en millions d'euros)



Source : Douanes (données trimestrielles)

Les ventes de voitures

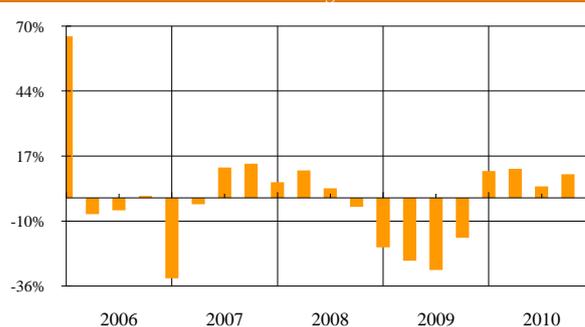
Ventes de véhicules de tourisme neufs

(en nombre)



Source : Sorefi (données trimestrielles - CVS)

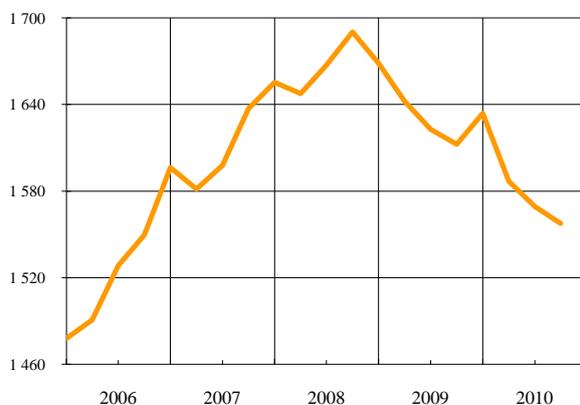
Variations trimestrielles en glissement annuel - CVS



Le financement des ménages

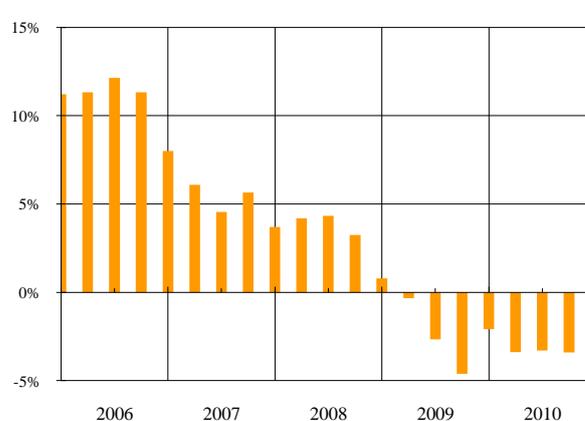
Encours bancaires des crédits à la consommation

(en millions d'euros)



Source : IEDOM (données trimestrielles)

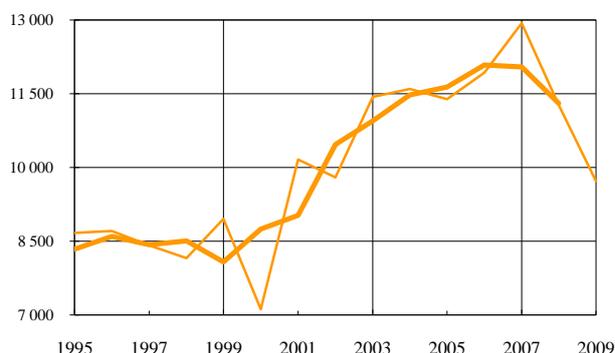
Variations trimestrielles en glissement annuel



Source : IEDOM (données trimestrielles)

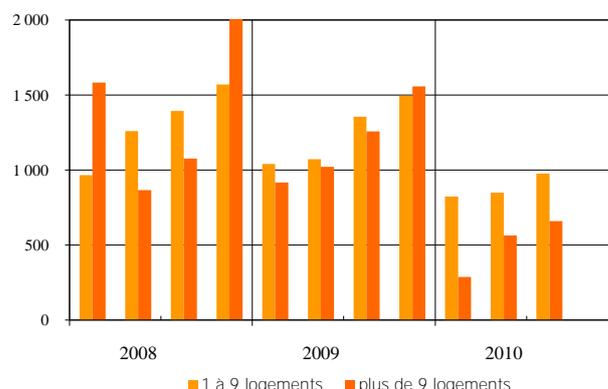
Les indicateurs de construction

Attestations de conformité
logements neufs



Source : Consuel (données annuelles)

Attestations de conformité
(logements neufs)



Le financement des ménages

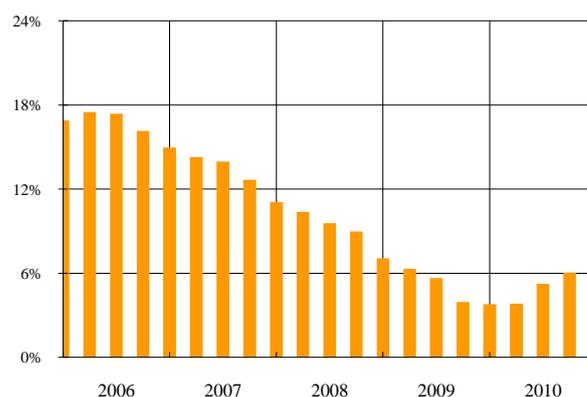
Encours bancaires des crédits à l'habitat

en millions d'euros



Source : IEDOM (données trimestrielles)

Variations trimestrielles en glissement annuel - CVS



	3T 2007	3T 2008	3T 2009	4T 2009	1T 2010	2T 2010	3T 2010	Cumul 2010	3T10/ 3T09	Σ10/ Σ09
Importations de biens d'équipement (Source : Douanes-millions d'€)	98	106	95	121	101	114	116	330	21,4%	21,9%
Importations de produits courants (Source : Douanes-millions d'€)	221	228	209	240	202	243	223	668	6,9%	9,6%
Ventes de véhicules de tourisme neufs (Source : Soreff-nombre)	6 311	6 078	5 084	5 538	4 983	4 661	5 572	15 216	9,6%	8,7%
Attestations de conformité (Source : Consuel-nombre)										
1 à 9 logements	nd	1 393	1 356	1 496	823	848	976	2 647	-28,0%	-23,7%
+ de 9 logements	nd	1 076	1 258	1 557	287	565	660	1 512	-47,5%	-52,7%

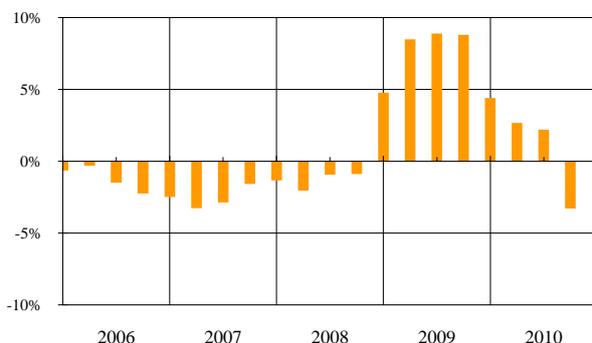
Source : Iedom	à fin	sept-06	sept-07	sept-08	sept-09	déc-09	mars-10	juin-10	sept-10	sept10/ juin10	sept10/ sept09
Encours bancaires des crédits à la consommation (millions d'€)		1 550	1 637	1 690	1 612	1 634	1 587	1 569	1 558	-0,8%	-3,4%
Encours bancaires des crédits à l'habitat (millions d'€)		3249	3660	3988	4145	4241	4248	4345	4395	1,2%	6,0%

La vulnérabilité des ménages

Les indicateurs de vulnérabilité liés à l'utilisation de moyens de paiement

Personnes physiques interdites bancaires

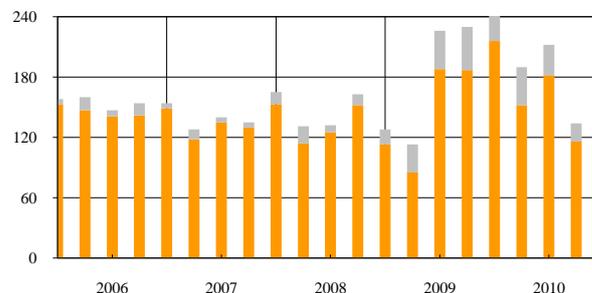
Variations trimestrielles en glissement annuel



Source : IEDOM (données trimestrielles)

Dossiers de surendettement déclarés recevables

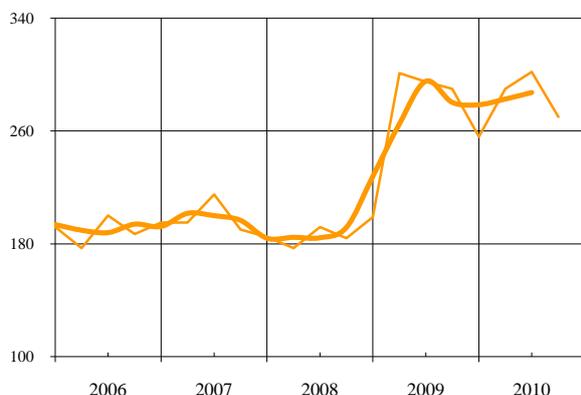
■ dossiers 'classiques' ■ Procédure de rétablissement personnel



* Données du second trimestre 2009 arrêtées au 16 juillet 2009

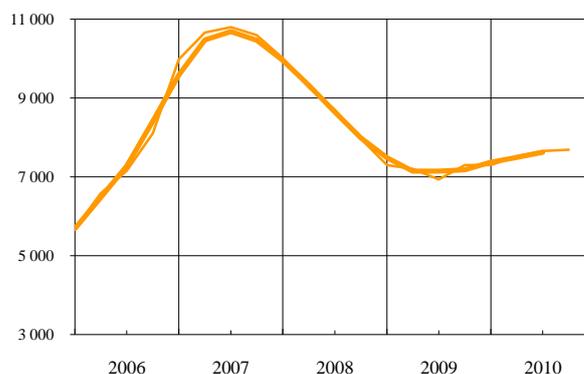
Source : Commission de Surendettement (données trimestrielles)

Dossiers déposés à la Commission de surendettement



Source : Commission de Surendettement (données trimestrielles)

Retraits de cartes bancaires (Nombre)



Source : IEDOM (données trimestrielles)

	3T 2007	3T 2008	3T 2009	4T 2009	1T 2010	2T 2010	3T 2010	Cumul 2010	3T10/ 3T09	Σ10/ Σ09
SURENDETTEMENT										
Dossiers déposés	190	184	290	256	290	302	270	862	-6,9%	-2,7%
Dossiers déclarés recevables *	135	163	230	230	185	207	141	533	-38,7%	-6,3%
dont :										
Dossiers classiques*	130	152	187	187	152	182	116	450	-38,0%	-2,2%
Dossiers en Procédure de Rétablissement Personnels *	5	11	43	43	38	30	18	86	-58,1%	-21,1%

Source : Iedom à fin	sept-06	sept-07	sept-08	sept-09	déc-09	mars-10	juin-10	sept-10	sept10/ juin10	sept10/ sept09
Personnes physiques interdites bancaires	20 847	20 515	20 334	22 122	22 280	22 626	22 698	21 393	-5,7%	-3,3%
Stock Incidents de paiement Chèques	175 637	174 360	177 799	188 352	188 969	189 527	189 769	163 793	-13,7%	-13,0%
Nombre de comptes	30 118	31 913	29 370	30 440	30 491	30 975	31 066	29 787	-4,1%	-2,1%
Retrait cartes bancaires	8 098	10 590	7 962	7 297	7 300	7 521	7 654	7 683	0,4%	5,3%

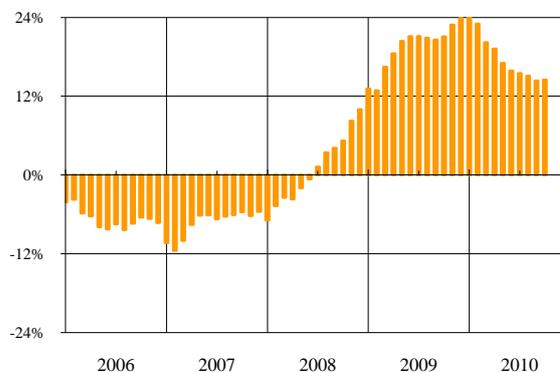
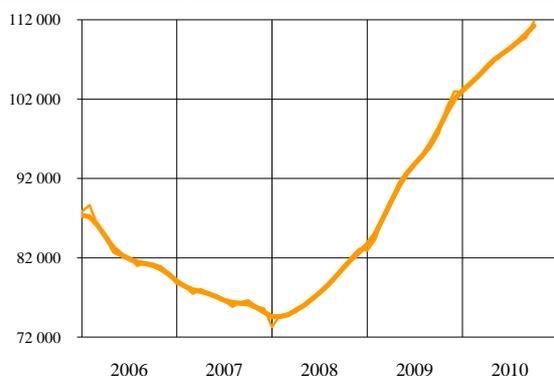
Sélection d'indicateurs économiques et sectoriels

Emplois

Demandeurs d'emploi en fin de mois

(catégorie A hors activité réduite)

Variations mensuelles en glissement annuel

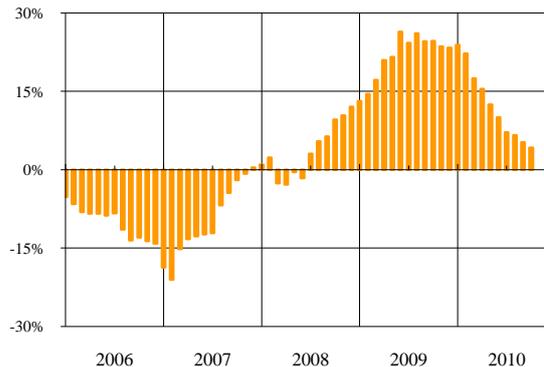
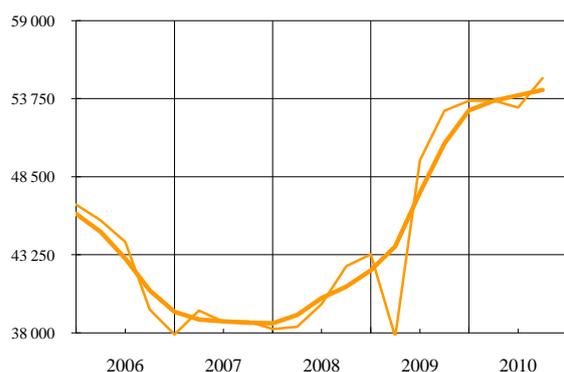


Source : DDTEFP (données mensuelles - CVS)

Nombre d'allocataires de l'Assedic

Allocataires enregistrés en fin de mois

Variations mensuelles en glissement annuel



Source : ASSEDIC (données trimestrielles - CVS)

Le revenu minimum d'insertion

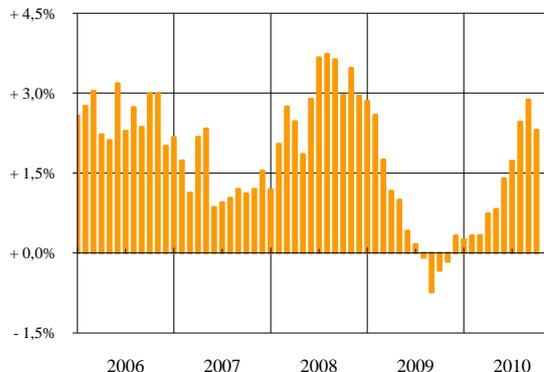
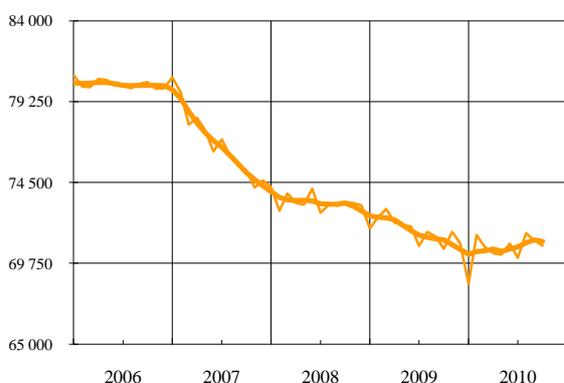
Les prix

Nombre d'allocataires du RMI+RSO

Indice des prix à la consommation

Données mensuelles

Variations mensuelles en glissement annuel

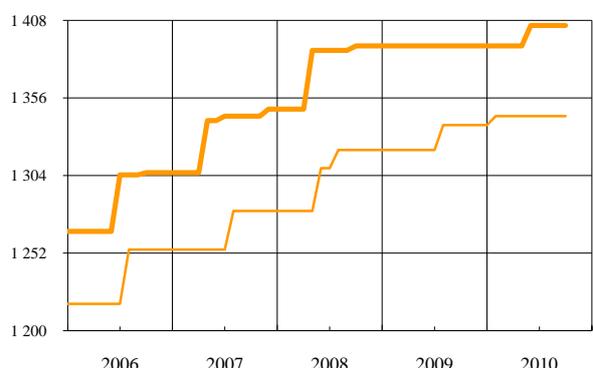


Données recalculées pour les mois d'avril et mai 2009 suite aux grèves
Source : CAF (données mensuelles - CVS)

Source : INSEE (données mensuelles)

Les salaires

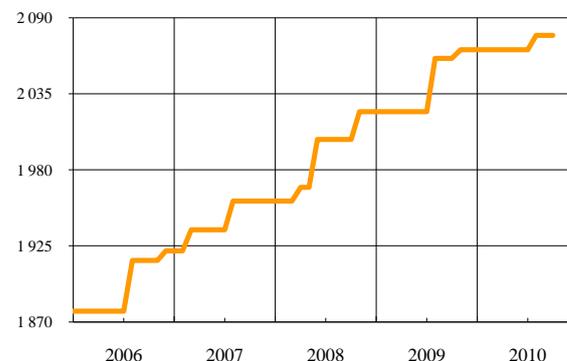
Smic et salaires du BTP¹
(en euros)



— Salaires du BTP (ouvrier d'exécution 1er échelon) — Smic

Source : INSEE - FRBTP (données mensuelles)

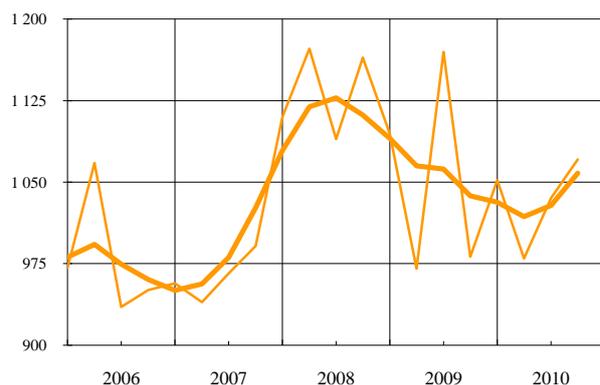
Traitements mensuels bruts du minimum de la fonction publique² - (en euros)



Source : Trésorerie générale (données mensuelles)

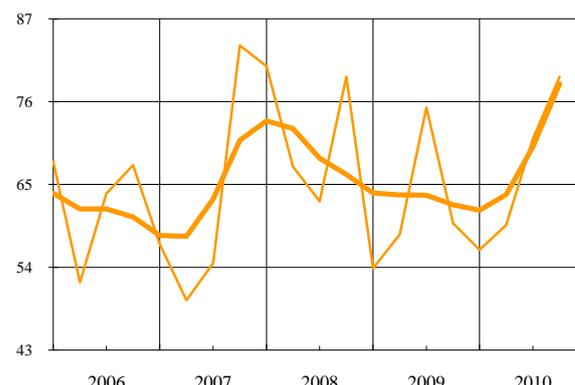
Le commerce extérieur

Importations
(en millions d'euros)



Source : Douanes (données trimestrielles - CVS)

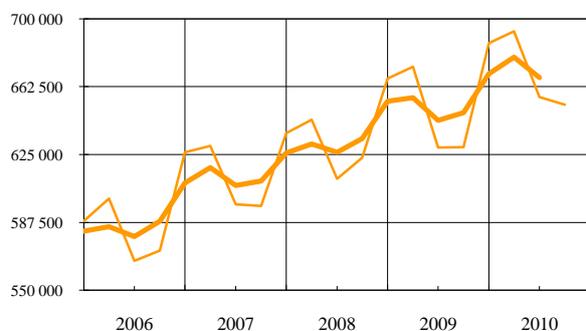
Exportations
(en millions d'euros)



Source : Douanes (données trimestrielles - CVS)

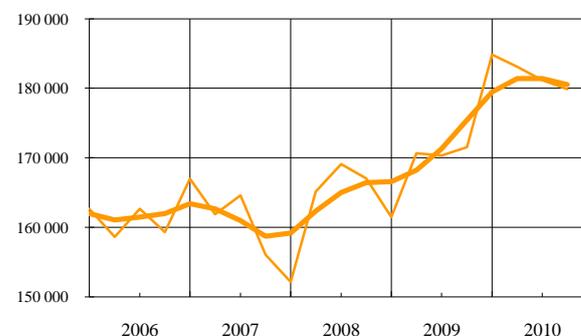
L'énergie

Production électrique
(en millions de kWh)



Source : EDF (données trimestrielles)

Produits pétroliers mis à la consommation
(en tonnes métriques)



Source : SRPP (données mensuelles - CVS)

¹ Base de 151,67 heures travaillées par mois
² Indice minimum au 1/07/09 = 292

Sélection d'indicateurs économiques

Remarque préliminaire : la légende des tableaux se lit comme suit,

Sept10/sept09 représente la variation de l'indicateur entre les mois de septembre 2010 et 2009.

3T10/3T09 représente la variation de l'indicateur du 3^{ème} trimestre 2010 par rapport au 3^{ème} trimestre 2009.

Σ10/Σ09 représente la variation de l'indicateur cumulé sur l'année 2010 par rapport à la période équivalente de l'année 2009.

Repères structurels

	Guadeloupe	Guyane	Martinique	La Réunion	Mayotte	Saint-Martin	Saint-Barth.	Saint-Pierre et Miq.	Métropole
Population (en milliers) Source : INSEE Estimation 1er janvier 2007 et Recensement INSEE 2007	451	209	401	793	186	29 (1)	7 (1)	6	63 185
Proportion population – 20 ans Source : INSEE Estimation 1 ^{er} janvier 2006 et Recensement INSEE 2006	31,60%	45,20%	29,30%	35,40%	53,0 % (2)	35,9 % (1)	21,5% (1)	25,00%	25,10%
Population active (en milliers) Source : enquête emploi INSEE 2007	167	62	163	313	45 (3)	14 (1)	4 (1)	3 (4)	27 450
Taux de chômage Source : INSEE enquête emploi 2007	22,70%	20,60%	21,20%	24,20%	25,6 % (3)	26,5 % (1)	4,3% (1)	10% (4)	8,10%
Superficie (en km²) Source : INSEE	1 702	84 000	1 100	2 520	374	90	21	242	544 000
PIB régional par habitant Source : INSEE 2007	16 584 €	13 800	19 050	16 224	3 960 (5)	14 500 (5)	26 000 (5)	26 073 (5)	28 228 (France)

(1) Source : INSEE recensement 1999

(2) Source : INSEE Mayotte Recensement 2002

(3) Source : DTEFP, estimation au 1^{er} janvier 2006

(4) Source : INSEE recensement 2006 (pour le taux de chômage : part des chômeurs déclarés dans la population active)

(5) Source : CEROM (Mayotte : 2001 / Saint-Martin et Saint-Barthélemy : 1999 / SPM : 2004)

Indicateurs d'emplois et de revenus

Source : DTEFP à fin	sept-06	sept-07	sept-08	déc-09	mars-10	juin-10	sept-10	sept10/ juin10	sept10/ sept09
Nombre de demandeurs d'emploi enregistrés en catégorie A	81 855	77 226	81 248	101 182	107 138	107 383	112 653	4,9%	14,5%

OFFRES D'EMPLOI (Source : DTEFP)	3T 2007	3T 2008	3T 2009	4T 2009	1T 2010	2T 2010	3T 2010	Cumul 2010	3T10/ 3T09	Σ10/ Σ09
Offres d'emplois enregistrées au cours du trimestre en catégorie 1	12 216	11 153	12 626	10 605	11 063	6 813	11 682	29 558	-7,5%	-8,6%

TRANSFERTS SOCIAUX	sept-06	sept-07	sept-08	sept-09	déc-09	mars-10	juin-10	sept-10	sept10/ juin10	sept10/ sept09
Nombre total d'allocataires du RMI + RSO Source: Cag	80 852	75 643	73 766	71 005	68 020	70 441	70 437	70 437	0,0%	-1,0%
Nombre de chômeurs indemnisés	38 737	37 969	41 612	51 843	53 357	55 052	53 072	54 005	1,8%	4,2%

SALAIRES	sept-06	sept-07	sept-08	sept-09	déc-09	mars-10	juin-10	sept-10	sept10/ juin10	sept10/ sept09
Montant brut horaire du SMIC (Source: JORF)	8,27	8,44	8,71	8,82	8,82	8,86	8,86	8,86	0,0%	0,5%
Minimum mensuel brut garanti dans la fonction publique (indice majoré 292) Source : Trésorerie Générale	1914,5	1 957,5	2 002,0	2 060,6	2 066,8	2 066,8	2 066,8	2 077,2	0,5%	0,8%

Sélection d'indicateurs économiques

PRIX (Source : Insee)	sept-07	sept-08	sept-09	déc-09	mars-10	juin-10	sept-10	sept10/ juin10	sept10/ sept09
Indice mensuel des prix à la consommation Base 100 : Année 1998	118,2	121,7	121,3	123,0	122,7	123,8	124,1	0,2%	2,3%

ECHANGES (millions d'€) Source : Douanes	3T 2007	3T 2008	3T 2009	4T 2009	1T 2010	2T 2010	3T 2010	Cumul 2010	3T10/ 3T09	Σ10/ Σ09
Importations	981	1 152	971	1 125	910	1 047	1 060	3 017	9,2%	-1,2%
Exportations	75	72	54	69	60	62	72	194	32,6%	8,6%
Taux de couverture	7,7%	5,6%	5,6%	6,1%	6,6%	5,9%	6,8%	6,4%	+ 1,2 pt	+ 0,6 pt

CONSOMMATION ENERGETIQUE Source : EDF en millions KWH	3T 2007	3T 2008	3T 2009	4T 2009	1T 2010	2T 2010	3T 2010	Cumul 2010	3T10/ 3T09	Σ10/ Σ09
Energie livrée au réseau	596 625	623 170	629 104	686 550	693 086	656 678	652 573	2 002 337	3,7%	3,7%
Consommation d'énergie en basse tension	339 849	355 974	370 383	374 272	405 737	395 583	384 395	1 185 715	3,8%	2,8%
Consommation d'énergie en moyenne et haute tension	205 411	214 882	212 001	238 247	215 983	206 427	211 897	634 307	0,0%	2,1%

HYDROCARBURES (en tonnes métriques) (Source : SRPP)	3T 2006	3T 2007	3T 2008	3T 2009	4T 2009	1T 2010	2T 2010	3T 2010	Cumul 2010	3T10/ 3T09	Σ10/ Σ09
Consommation	163 248	159 921	171 172	175 777	194 379	175 511	174 822	184 367	534 700	4,9%	6,1%

A. Publications périodiques

Prix €

 disponibles en ligne sur le site www.iedom.fr ou payantes en version papier

- La lettre mensuelle de l'IEDOM (abonnement 12 mois)	45,00
- Le bulletin trimestriel de conjoncture fascicule géographique	8,00
abonnement annuel à un fascicule géographique (4 numéros)	30,00
six fascicules géographiques reliés	40,00
abonnement aux six fascicules géographiques reliés (4 numéros)	100,00
- Le rapport annuel fascicule géographique	12,50
collection complète (six fascicules géographiques + rapport d'activité de l'IEDOM)	65,00

B. Les Etudes CEROM en partenariat IEDOM, INSEE et AFD

Compte Satellite du Tourisme à la Réunion – décembre 2009	Publications disponibles en ligne sur le site www.iedom.fr
Les comptes économiques de la Guadeloupe en 2008 – septembre 2009	
Les comptes économiques de la Guyane en 2008 – septembre 2009	
Les comptes économiques de la Réunion en 2008 – juillet 2009	

C. Les notes expresses

N° 79 – Panorama de la Martinique en 2009 – août 2010	Publications disponibles en ligne sur le site www.iedom.fr
N° 78 – Panorama de Mayotte en 2009 – juillet 2010	
N° 77 – Panorama de la Réunion en 2009 – juillet 2010	
N° 76 – L'habitat à la Martinique, un marché sous contraintes – mai 2010	
N° 75 – L'habitat dans les outre-mer français – mars 2010	
N° 74 – La conjoncture à Mayotte en 2009 : ralentissement de l'activité – mars 2010	
N° 73 – Synthèse de l'année 2009 à la Réunion – mars 2010	
N° 72 – Synthèse de l'année 2009 à la Guadeloupe – mars 2010	
N° 71 – L'année 2009 à Saint-Pierre et Miquelon : une inflexion qui résulte de facteurs internes – mars 2010	
N° 70 – Premier bilan économique de l'année 2009 en Guyane – mars 2010	
N° 69 – Saint-Barthélemy : une économie fondée sur le tourisme haut gamme – mars 2010	
N° 68 – L'économie de Saint-Martin : à la recherche de ses avantages comparatifs – mars 2010	
N° 67 – L'année 2009 à la Martinique – mars 2010	
N° 66 – L'habitat à Mayotte – février 2010	
N° 65 – Les caractéristiques de l'habitat en Guyane – janvier 2010	
N° 64 – Les effets économiques de la crise sociale aux Antilles de début 2009 – décembre 2009	
N° 63 – L'habitat à la Réunion – novembre 2009	
N° 62 – L'habitat à Saint-Pierre et Miquelon – Novembre 2009	
N° 61 – Réduction de la commande publique à la Réunion en 2009 – juin 2009	
N° 60 – Les crédits à l'économie guadeloupéenne : caractéristiques, évolution et gestion du risque – avril 2009	
N° 58 – La gestion des déchets à la Martinique – avril 2009	
N° 53, 54, 55, 56, 57 et 59 – Synthèse de la conjoncture en 2008 des agences de Mayotte, de la Réunion, de Guyane, de la Guadeloupe, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de la Martinique	
N° 52 – La gestion des déchets à Mayotte – octobre 2008	
N° 51 – Le financement bancaire des entreprises en Guyane – juillet 2008	
N° 50 – La gestion des déchets ménagers et assimilés en Guyane – juillet 2008	
N° 50 – La gestion des déchets ménagers et assimilés en Guyane (juillet 2008)	
N° 49 – Le tourisme à la Réunion 01/2008	

D. Les Notes de l'Institut d'émission

03/2010	Un nouvel indicateur pour aider au diagnostic conjoncturel dans l'outre-mer	Publications disponibles en ligne sur le site www.iedom.fr
02/2010	L'habitat dans les outre-mer français	
12/2009	Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2008	
12/2009	Les effets économiques de la crise sociale aux Antilles au 1 ^{er} trimestre 2009	
07/2009	Le développement économique de Singapour et de l'Ile Maurice	
12/2008	Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2007	
09/2008	La gestion des déchets ménagers dans les DCOM	
07/2009	Le développement économique de Singapour et de l'Ile Maurice	
12/2008	Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2007	
09/2008	La gestion des déchets ménagers dans les DCOM	
12/2007	Quel impact de la politique monétaire sur le coût du crédit aux entreprises en OM ?	

Pour toute information sur les modalités d'acquisition de ces publications, il convient de s'adresser au service des études de l'IEDOM (☎ 02.62.90.71.28 - 📠 02.62.21.41.32 - @ : ntaochy@iedom-reunion.fr). A l'exception des abonnements au bulletin trimestriel de conjoncture ou à la lettre mensuelle de l'Institut d'émission, les tarifs indiqués ne tiennent pas compte des éventuels frais d'expédition.

L'Institut d'émission des départements d'Outre-Mer assure :

- ☞ des missions de banque centrale conformément à l'ordonnance n°2000-347 du 19 avril 2000, modifiant l'ordonnance n°59-74 du 7 janvier 1959. En agissant « au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France » en Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion, ainsi qu'à Mayotte et Saint Pierre et Miquelon, l'Iedom met en œuvre les missions du Système européen de banques centrales dans sa zone d'intervention :
 - mise en circulation et gestion des billets de banque,
 - relais des autorités bancaires européennes et nationales,
 - tenues des comptes des établissements de crédit et de La Poste,
 - mobilisation des créances privées non négociables,
 - information sur les entreprises.
- ☞ des missions d'intérêt général directement confiées par l'Etat :
 - mise en circulation pour le compte du Trésor public des pièces métalliques,
 - gestion des comptes du Trésor public,
 - surendettement et information du public
 - un rôle d'observatoire économique
- ☞ des services rendus à la communauté bancaire ou pour le compte de tiers :
 - gestion d'informations sur les entreprises et cotation de celles-ci,
 - centralisation et restitution des créances douteuses, des arriérés de cotisation de Sécurité Sociale, des parts de marché et des résultats de l'enquête semestrielle sur le coût du crédit aux entreprises,
 - gestion des systèmes d'échange de moyens de paiement.

Par sa connaissance de la situation économique et financière des DOM, l'Iedom joue un rôle d'observatoire économique permanent en réalisant des enquêtes et études périodiques sur les grands secteurs d'activité et en publiant une lettre mensuelle, un bulletin trimestriel de conjoncture ainsi que des notes expresses. L'Iedom réalise également tous les ans un rapport annuel dressant le bilan économique et financier de chaque département. Le site Internet de l'Iedom restitue une partie de ces informations (www.iedom.fr).

L'Institut d'émission apporte dans les DOM ses services à la communauté bancaire, aux pouvoirs publics, aux entreprises et aux particuliers : cotation des entreprises, centrale des bilans, gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, droit d'accès aux fichiers des impayés, mise à disposition des textes réglementaires de la Banque Centrale Européenne et de la Banque de France... Il assure également dans ce cadre l'exécution des transferts de fonds publics et privés entre sa zone d'intervention et la France hexagonale.

INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER
4, RUE DE LA COMPAGNIE
– 97400 SAINT-DENIS
REUNION
agence@iedom-reunion.fr

- Dépôt légal : n° 144 – 3ème trimestre 2010 -

Directeur de la publication : **Y. BARROUX**
Responsable de la rédaction : **A. BELLAMY-BROWN**
Editeur et imprimeur : **IEDOM**
Achévé d'imprimer à Saint-Denis le 10 Décembre 2010